

MINISTRE DE L'EAU ET DE
L'ASSAINISSEMENT

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DES
ETUDES ET DES STATISTIQUES
SECTORIELLES



BURKINA FASO

Unité-Progress-Justice

**COMITE DE REVUE DU PROGRAMME
« PILOTAGE ET SOUTIEN »**

RAPPORT-BILAN ANNUEL 2018

Version finale

Version finale
DGSS

Avril 2019



**MINISTERE DE L'EAU ET DE
L'ASSAINISSEMENT**

SECRETARIAT GENERAL

**DIRECTION GENERALE DES
ETUDES ET DES STATISTIQUES
SECTORIELLES**



BURKINA FASO

Unité-Progrès-Justice

COMITE DE REVUE DU PROGRAMME « PILOTAGE ET SOUTIEN »

RAPPORT-BILAN ANNUEL 2018

Version finale

Avril 2019

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	I
SIGLES ET ABBREVIATIONS	II
LISTE DES TABLEAUX	III
INTRODUCTION	1
I. METHODOLOGIE D'ELABORATION DU RAPPORT	2
I.1. Collecte et centralisation des données.....	2
I.2. Traitement et analyse des données	2
I.3. Elaboration du rapport.....	4
II. PRESENTATION DU PROGRAMME.....	5
II.1. Objectif du programme.....	5
II.2. Actions et objectifs opérationnels.....	5
III. BILAN DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES.....	6
III.1. Action 1 : Pilotage et coordination des actions du ministère	7
III.2. Action 2 : Gestion des ressources humaines.....	25
III.3. Action 3 : Gestion des ressources matérielles et financières	30
III.4. Action 4 : Gestion des marchés publics.....	34
III.5. Action 5 : Communication	37
III.6. Action 6 : Planification, suivi évaluation et capitalisation des données statistiques	39
III.7. Action 7 : Gestion des systèmes d'information, de la documentation et des archives.....	45
III.8. Action 8 : Renforcement de l'intégration du Genre et des Droits Humains dans le secteur de l'eau.....	51
III.9. Action 9 : Promotion du partenariat.....	54
IV. SITUATION D'EXECUTION DES MARCHES DU PROGRAMME	62
V. SITUATION DES INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME.....	63
VI. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS	67
VII. FINANCEMENT 2018 DU PLAN D'ACTION DU PROGRAMME.....	68
VIII. DIFFICULTES RENCONTREES ET PROPOSITION DE SOLUTIONS ET DE RECOMMANDATIONS	
69	
VIII.1. DIFFICULTES RENCONTREES ET PROPOSITION DE SOLUTIONS.....	69
VIII.2. PROPOSITIONS DE RECOMMANDATIONS.....	69
CONCLUSION	70
ANNEXES	III
Annexe N° 1: Axes stratégiques du PGEA.....	iii
Annexe N° 2: Cadre de mesure de la performance du PGEA.....	ix
Annexe N° 3: Programmation des principales actions/activités du programme 2016-2020.....	x
Annexe N° 4: Exécution des fonds transférés aux communes par le MEA, exercice 2018 pour l'AEF (en millions de F CFA).....	xv
Annexe N° 5: Exécution des fonds transférés aux communes par le MEA, exercice 2018 pour l'AEUE (en millions de F CFA).....	xv
Annexe N° 6: Bilan annuel 2018 des activités du PPS.....	xvi

SIGLES ET ABBREVIATIONS

ABS	: Appui Budgétaire Sectoriel
ADEA	: Association pour le Développement Eau et Assainissement
AR	: Artisan Réparateur
ATC	: Agent Technique Communal
AUE	: Association des Usagers de l'Eau
CASEM	: Conseil d'Administration du Secteur Ministériel
CID	: Circuit Informatisé de la Dépense
CNP	: Comité National de Pilotage
CO	: Comité d'Orientation
CSD-EEA	: Cadre Sectoriel de Dialogue « Environnement, Eau et Assainissement »
DAC	: Dossiers d'Appel à Concurrence
DAD	: Direction des Archives et de la Documentation
DAF	: Direction de l'Administration et des Finances
DCPM	: Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle
DEIE	: Direction des Etudes et de l'Information sur l'Eau
DGESS	: Directeur Général des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DISE	: Dispositif Intégré de Suivi-Evaluation
DMP	: Direction des Marchés Publics
DPEA	: Direction Provinciale de l'Eau et de l'Assainissement
DREA	: Direction Régionale de l'Eau et de l'Assainissement
DRH	: Direction des Ressources Humaines
DSI	: Direction des Services Informatiques
GAR	: Gestion Axée sur les Résultats
GCAS	: Gestion des Connaissances et Apprentissage Sectoriel
GTN-EA	: Groupe Thématique National « Eau et Assainissement
IGR	: Ingénieurs du Génie rural
IMS	: Intermédiation Sociale
MEA	: Ministère de l'Eau et de l'Assainissement
MINEFID	: Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
PDRH	: Plan de Développement des Ressources Humaines
PHA/BID-UEMOA	: Projet d'Hydraulique et d'Assainissement en milieu rural au Burkina Faso / Banque Islamique de Développement et Union Economique Monétaire Ouest Africaine
PMH	: Pompe à Motricité Humaine
PNDES	: Plan National de Développement Economique et Social Plan National de Développement Economique et Social volet Eau et Assainissement
PNDES/EA	
PPM	: Plan de Passation des marchés
PPP	: Partenariat Publics Privé
PS-EEA	: Politique Sectorielle "Environnement, Eau et Assainissement"
PTF	: Partenaires Techniques et Financiers
RAP	: Rapport Annuel de Performance
SG	: Secrétariat Général
SNE	: Stratégie Nationale de l'Eau
TAC	: Traité d'Amitié et de Coopération
TDR	: Termes de Références
TGRO	: Taux Global de Réalisation des Objectifs
TSHER	: Techniciens Supérieur de l'Hydraulique et de l'Equipement Rural
WHH	: ONG Allemande WELFHUNGERHILFE

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : ACTIONS ET OBJECTIFS OPERATIONNELS DU PROGRAMME PILOTAGE ET SOUTIEN	5
TABLEAU 2 : SYNTHÈSE DE L'EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE DU PROGRAMME PAR ACTION	6
TABLEAU 3 : SYNTHÈSE DE L'EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE DE L'ACTION 1 PAR PRODUIT	8
TABLEAU 4 : SITUATION DES APPUI-CONSEILS REALISES PAR LES SERVICES DECONCENTRES DU MEA AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES	15
TABLEAU 5 : ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES ATELIERS AMELIORANT LA SYNERGIE DES ACTIONS AU NIVEAU REGIONAL	19
TABLEAU 6 : BILAN DES ACTIVITES DE PROMOTION DE L'INTERCOMMUNALITE	22
TABLEAU 7 : SITUATION SUR L'INTERCOMMUNALITE DANS LES REGIONS.....	23
TABLEAU 8 : SYNTHÈSE DE L'EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE DE L'ACTION 2 PAR PRODUIT	25
TABLEAU 9 : SYNTHÈSE DE L'EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE DE L'ACTION 3 PAR PRODUIT	30
TABLEAU 10 : SITUATION DES SESSIONS DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ACTEURS DU BUDGET PROGRAMME DANS LES REGIONS	32
TABLEAU 11 : SYNTHÈSE DE L'EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE DE L'ACTION 4 PAR PRODUIT.....	34
TABLEAU 12 : SITUATION DES RENFORCEMENTS DE CAPACITES DES ACTEURS DES MARCHES PUBLICS DANS LES REGIONS	35
TABLEAU 13 : SYNTHÈSE DE L'EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE DE L'ACTION 5 PAR PRODUIT.....	37
TABLEAU 14 : SYNTHÈSE DE L'EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE DE L'ACTION 6 PAR PRODUIT.....	39
TABLEAU 15 : SYNTHÈSE DE L'EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE DE L'ACTION 7 PAR PRODUIT.....	45
TABLEAU 16 : SITUATION DES RENFORCEMENTS DE CAPACITE POUR L'USAGE ET SECURITE DES TIC DANS LE REGIONS	49
TABLEAU 17 : BILAN DES ACTIONS DE PROMOTION DE LA VEILLE CITOYENNE ET D'INTERPELLATION DANS LES REGIONS	52
TABLEAU 18 : SYNTHÈSE DE L'EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE DE L'ACTION 3 PAR PRODUIT.....	54
TABLEAU 19 : ACCOMPAGNEMENT DES INITIATIVES DES PROFESSIONNELS DU SECTEUR PRIVE DANS LES REGIONS....	56
TABLEAU 20 : SITUATION DE L'ACCOMPAGNEMENT DES ONG AFFILIEES AU MINISTERE CHARGE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT DANS LES REGIONS.....	58
TABLEAU 21 : ETAT DE MISE EN ŒUVRE DU PPM 2018 DU PROGRAMME	62
TABLEAU 22 : SITUATION DES INDICATEURS DU PROGRAMME AU 31 DECEMBRE 2018	63
TABLEAU 23 : MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS ISSUES DU CNP ET DU CSD.....	67
TABLEAU 24 : FINANCEMENT 2018 DU PROGRAMME	68

INTRODUCTION

Le Ministère de l'Eau et de l'Assainissement (MEA) est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la Politique de l'Etat Burkinabè en matière d'eau et d'assainissement, conformément au décret N° 2019-004/PRES/PM/SGG-CM du 18 février 2019 portant attributions des membres du gouvernement du Burkina Faso. Pour accomplir sa mission, le MEA s'est doté de cinq (05) programmes opérationnels dont le programme « Pilotage et Soutien ».

Ce programme constitue un facteur d'impulsion de l'ensemble des acteurs du sous-secteur « Eau et Assainissement » vers plus d'efficacité, d'efficience, de durabilité et de reddition des comptes. Il est placé sous la responsabilité du Directeur Général des Etudes et des Statistiques Sectorielles (DGESS).

Le programme est piloté par un Comité de Revue (CR) composé des acteurs intervenant dans la mise en œuvre de ses actions. Les travaux et rapport issues des comités de revues sont reversés aux sessions du Groupe Thématique National « Eau et Assainissement » (GTN-EA) conjoint des cinq (05) programmes, qui réunit les représentants de l'administration centrale et déconcentrée et les autres parties prenantes (collectivités territoriales, société civile, partenaires techniques et financiers, secteur privé).

La mise en œuvre du programme se traduit annuellement par l'exécution d'un programme d'activités. Dans ce sens, le programme d'activités 2018 du programme a été adopté le 01 Mars 2018 lors de la session annuelle du Comité d'Orientation devenu comité de revue. Ce programme d'activité a fait l'objet d'une révision le 18 Juillet 2018 lors de la session à mi-parcours 2018 du Comité de Revue du Programme.

Par ce rapport, le responsable du programme entend porter à la connaissance des instances d'orientation et de pilotage que sont le CR et le GTN-EA, les informations relatives à la mise en œuvre des activités définies dans le plan opérationnel, en cohérence avec la Politique Sectorielle « Environnement, Eau et Assainissement » (PS-EEA) et le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES).

Il est organisé autour des points suivants : *(i)* Méthodologie d'élaboration du rapport, *(ii)* Présentation du programme, *(iii)* Bilan de mise en œuvre des activités, *(iv)* Situation d'exécution des marchés du programme, *(v)* Situation des indicateurs de performances, *(vi)* Etat de mise en œuvre des recommandations, *(vii)* Financement 2018 du plan d'action du programme, *(viii)* Difficultés rencontrés, propositions de solutions et de recommandations.

I. METHODOLOGIE D'ELABORATION DU RAPPORT

L'élaboration du présent rapport a suivi trois étapes, décrites ci-dessous.

I.1. Collecte et centralisation des données

Les canevas de collecte des données ont été actualisés et transmis aux différentes structures et acteurs de mise en œuvre du programme. Les structures et acteurs ont été invités à transmettre à la DGESS les informations relevant de leurs domaines de compétence conformément aux canevas transmis. Les données ont été centralisées par l'équipe de rédaction qui a procédé à la compilation, au traitement et à l'analyse des données.

I.2. Traitement et analyse des données

Pour faciliter les travaux de compilation, l'équipe a procédé à la vérification des données reçues afin de s'assurer de leur cohérence et au calcul des taux moyens d'exécution des actions et du programme.

La méthode utilisée pour le calcul des taux de réalisation physique est celle du Taux Global de Réalisation des Objectifs (TGRO) préconisée par le Ministère en charge de la Fonction Publique.

Le mode de calcul des différents taux d'exécution physique qui ne tient compte que du programme d'activités révisé à mi-parcours, se décrit comme suit :

✚ Le taux d'exécution physique d'une activité est donné par la formule :

$$\text{Taux d'exécution(activité)} = \frac{\text{réalisation physique}}{\text{programmation physique révisée}} \times 100$$

✚ Le taux d'exécution physique d'un produit est donné par la formule :

$$\text{Taux d'exécution(produit)} = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^n \text{Tx}_{\text{activité}_i}$$

- Où :
 - ✓ **n** représente le nombre d'activités programmées dans le produit ;
 - ✓ **Tx_{activité_i}** représente le taux d'exécution de l'activité *i* du produit.

✚ Le taux d'exécution physique d'une action est donné par la formule :

$$\text{Taux d'exécution(action)} = \frac{1}{m} \sum_{i=1}^m \text{Tx}_{\text{activité}_i}$$

- Où :
 - ✓ **m** représente le nombre d'activités programmées dans l'action ;
 - ✓ **Tx_{activité_i}** représente le taux d'exécution de l'activité *i* de l'action.

✚ Le taux d'exécution du programme

$$\text{Taux d'exécution(Programme)} = \frac{1}{k} \sum_{i=1}^k \text{Tx}_{\text{activité}_i}$$

- Où :
 - ✓ **k** est le nombre d'activités programmées dans le programme ;
 - ✓ **Tx_{activité_i}** représente le taux de réalisation de l'activité *k* du programme.

Pour ce qui est de l'exécution financière, les formules sont les suivantes :

✚ Le taux d'exécution financière d'une activité est donné par la formule :

$$\text{Taux d'exécution(activité)} = \frac{\text{réalisation financière (engagé visé)}}{\text{programmation financière révisée}} \times 100$$

✚ Le taux d'exécution financière des activités d'un produit est donné par la formule :

$$\text{Taux d'exécution financière (produit)} = \frac{\sum_{i=1}^n \text{réalisation financière de l'activité } i}{\sum_{i=1}^n \text{programmation financière révisée de l'activité } i} * 100$$

- **n** représente le nombre d'activités programmées dans le produit.

✚ Le taux d'exécution financière des activités d'une action

$$\text{Taux d'exécution financière (action)} = \frac{\sum_{i=1}^m \text{réalisation financière de l'activité } i}{\sum_{i=1}^m \text{programmation financière révisée de l'activité } i} * 100$$

- Où **m** représente le nombre d'activités programmées dans l'action.

✚ Le taux d'exécution financière du programme

$$\text{Taux d'exécution financière (programme)} = \frac{\sum_{i=1}^k \text{réalisation financière de l'activité } i}{\sum_{i=1}^k \text{programmation financière révisée de l'activité } i} * 100$$

- Où **k** représente le nombre d'activités programmées dans le programme.

I.3. Elaboration du rapport

L'équipe de rédaction a travaillé courant le mois de février. Les difficultés majeures restent le non-respect des délais de transmission des canevas renseignés par certaines structures, le manque d'informations exhaustives sur les coûts financiers, et le temps très court dont a disposé l'équipe pour la production du rapport.

Pour ce faire, les propositions suivantes sont faites pour améliorer le rapportage :

- rendre obligatoire le renseignement des canevas transmis aux structures et la production effective de rapports narratifs périodiques sur la mise en œuvre des activités par chaque structure. Il est souhaitable que cette question soit discutée en conseil de cabinet ;
- capitaliser systématiquement dans chaque structure, le renseignement des coûts relatifs à la réalisation des activités dès la fin de la réalisation de celles-ci ;
- œuvrer à une meilleure organisation du temps dans l'élaboration des différents rapports.

II. PRESENTATION DU PROGRAMME

II.1.Objectif du programme

L'objectif stratégique du Programme Pilotage et Soutien est d'améliorer la gouvernance du sous-secteur de l'eau et de l'assainissement.

II.2.Actions et objectifs opérationnels

Pour atteindre l'objectif stratégique du programme, neuf (09) objectifs opérationnels sont définis et mis en œuvre à travers neuf (09) actions. Le tableau ci-dessous présente les actions du programme et leurs objectifs opérationnels.

Tableau 1 : Actions et objectifs opérationnels du Programme Pilotage et Soutien

N°	Actions	Objectifs opérationnels
1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Améliorer l'efficacité du pilotage et de la coordination du secteur
2	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficiente, efficace et de qualité des ressources humaines du ministère
3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer une gestion optimale des ressources financières et matérielles
4	Gestion des marchés publics	Assurer une gestion optimale des marchés publics
5	Communication	Améliorer la communication interne et externe du secteur
6	Planification, suivi évaluation et capitalisation des données statistiques	Améliorer la planification des actions et le suivi évaluation de la performance des programmes et capitalisation des données statistiques du secteur
7	Gestion des systèmes d'information, de la documentation et des archives	Assurer la gestion des systèmes d'information, la documentation et les archives du ministère
8	Renforcement de l'intégration du Genre et des Droits Humains dans le secteur de l'eau	Assurer une prise en compte effective du genre et des droits humains dans le secteur eau et assainissement
9	Promotion du partenariat	Améliorer l'environnement d'intervention des acteurs du secteur

Source : DGESS, 2016.

Les axes stratégiques, le cadre de mesure de la performance et la liste des actions/activités du programme sont respectivement présentés en annexe 1, 2 et 3.

III. BILAN DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES

Les taux de réalisation physique et d'exécution financière annuels, sont respectivement de 74,62% et de 46,43%. Le tableau suivant présente les niveaux de réalisation par action.

Tableau 2 : Synthèse de l'exécution physique et financière du programme par action

ACTIONS/PRODUITS	Taux de réalisation physique	Montant programmé (millions) (a)	Montant exécuté (millions)			TAUX DE REALISATION FINANCIERE (b/a)*100
			Programmation (b)	hors programmation	TOTAL EXECUTE	
PROGRAMME PILOTAGE ET SOUTIEN	74,62%	999,78	464,17	312,34	776,51	46,43%
ACTION1 : Pilotage et coordination des actions du ministère	90,52%	259,00	190,08	172,41	362,49	73,39%
ACTION2 : Gestion des ressources humaines	86,27%	243,50	38,41	-	38,41	15,77%
ACTION3 : Gestion des ressources matérielles et financières	80,47%	73,50	34,01	8,46	42,47	46,27%
ACTION4 : Gestion des marchés publics	66,00%	37,00	14,70	4,97	19,67	39,73%
ACTION5 : Communication	100,00%	34,00	51,59	-	51,59	151,73%
ACTION6 : Planification, suivi évaluation et capitalisation des données statistiques	57,22%	120,00	28,83	17,00	45,83	24,02%
ACTION7 : Gestion des systèmes d'information, de la documentation et des archives	69,22%	165,50	46,00	7,29	53,29	27,79%
ACTION8 : Renforcement de l'intégration du Genre et des Droits Humains dans le secteur de l'eau	-	-	-	1,8	1,8	-
ACTION9 : Promotion du partenariat	62,50%	67,28	60,56	100,40	160,96	90,01%

Source : DGESS, 2019.

III.1. Action 1 : Pilotage et coordination des actions du ministère

L'objectif opérationnel de cette action est d'améliorer l'efficacité du pilotage et de la coordination du secteur. Elle compte 11 produits. Les taux de réalisation physique et financière de cette action sont respectivement de 90,52% et 73,39%. La situation de réalisation des activités de cette action par produit est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 3 : Synthèse de l'exécution physique et financière de l'action 1 par produit

ACTIONS/PRODUITS	Taux de réalisation physique	Montant programmé (millions) (a)	Montant exécuté (millions)			Taux de réalisation financière
			Programmation (b)	hors programmation (c)	total exécuté	(b/a)*100
ACTION1 : Pilotage et coordination des actions du ministère	90,52%	259,00	190,08	172,41	362,49	73,39%
Produit 1.1 : Un audit approfondi du dispositif institutionnel sectoriel est réalisé	75,00%	165,00	152,03	0,00	152,03	92,14%
Produit 1.3 : Une cohérence/synergie est assurée dans la conception et la mise en œuvre des programmes de la politique de l'eau	98,08%	17,00	14,08	0,00	14,08	82,84%
Produit 1.4 : La collaboration interministérielle et intra-ministérielle pour une mise en œuvre harmonieuse de la politique de l'eau s'est améliorée	100,00%	68,00	22,43	15,95	38,38	32,98%
Produit 1.6 : Les services techniques déconcentrés sont capables d'apporter efficacement un appui-conseil aux collectivités territoriales pour le développement du service public d'eau et d'assainissement	-	-	0,00	74,70	74,70	-
Produit 1.7 : Les services techniques déconcentrés (eau, santé, éducation) améliorent la synergie de leurs actions en direction des collectivités territoriales	-	-	0,00	81,76	81,76	-
Produit 1.8 : Le transfert effectif des compétences et des ressources aux collectivités territoriales est intégralement réalisé en privilégiant l'apprentissage par l'action	-	-	0,00	0,00	0,00	-
Produit 1.9 : L'intercommunalité y compris les formes ad hoc/souples de mutualisation des moyens sont activement promues	-	-	0,00	0,00	0,00	-
Produit 1.11 : Les outils et mécanismes de reddition des comptes pour les fonds transférés aux collectivités territoriales sont élaborés et mis en œuvre	50,00%	9,00	1,54	0,00	1,54	17,08%

Source : DGESS, 2019.

Dans la suite, il est dressé le bilan des produits pour lesquels des activités ont été programmées pour l'année 2018.

Produit 1. 1 : Un audit approfondi du dispositif institutionnel sectoriel est réalisé

- **Réaliser l'audit organisationnel et institutionnel du sous-secteur « Eau et Assainissement ».**

Il était prévu en 2018 d'atteindre un taux de réalisation de 80% de l'audit institutionnel et organisationnel du MEA correspondant à la disponibilité du rapport provisoire de stratégie des reformes. Au 31 décembre 2018, le rapport diagnostic approfondi est disponible et a été examiné et amendé par les membres du comité technique de suivi. Cette étape est estimée à 60% du processus d'élaboration de l'audit. Le taux d'exécution physique annuelle de cette activité est donc de 75%.

La programmation financière de l'activité était de 165 millions avec 150 millions comme coût des travaux du consultant et 15 millions pour le suivi par le comité. Le montant exécuté s'élève à 152,034 millions, dont 150 au titre des travaux du consultant, le reste au titre des activités de suivi du comité. Le taux d'exécution financière de l'activité est de 92,14%.

Le processus a connu des difficultés liées au retard accusé par les consultants dans la collecte et la transmission des données et à l'élaboration du rapport diagnostic.

Produit 1. 3 : Une cohérence/synergie est assurée dans la conception et la mise en œuvre des programmes de la politique de l'eau.

- **Élaborer trois (03) outils de pilotage des activités des structures**

Cette activité a été entièrement réalisée au premier semestre. En effet, les trois outils élaborés sont : le canevas de suivi des recommandations, le canevas de suivi des dossiers majeurs et le canevas de suivi des décisions du conseil des ministres. Le coût de réalisation de cette activité s'élève à 4 millions de francs CFA correspondant à un taux d'exécution financière de 100%.

- **Contrôler et auditer les structures et la réalisation des activités du MEA**

Cette activité a consisté en des missions de :

- **Contrôle/Audit** de quatre (04) Agences de l'Eau (Mouhoun, Cascades, Gourma et Liptako) ;
- **Contrôle du processus d'exécution de douze (12) barrages** : il s'est agi de la réalisation d'une revue documentaire, des visites des sites, des entretiens avec les DREA, les ingénieurs conseils, les entreprises attributaires des marchés, du contrôle du dispositif de suivi-supervision et à l'élaboration du rapport de mission ;

- **Contrôle et de vérification des contreparties du budget alloué 2017 du MEA :** cette mission a été conjointement menée par l'ASCE-LC et l'ITS/MEA. Elle a consisté au contrôle et à la vérification des dépenses des contreparties nationales du budget 2017 du MEA ;
- **Contrôle et de vérification des allégations à l'ONEA :** cette mission a été commanditée suite au mémorandum élaboré par un groupe de cadres de l'ONEA. Elle a été entièrement exécutée et restituée. Le rapport définitif a été transmis à la hiérarchie.

Le taux d'exécution de cette activité est estimé à 100% pour un coût estimatif d'environ 10,083 millions de FCFA. Les principales difficultés rencontrées sont : (i) la dépendance financière de l'ITS vis-à-vis de la DAF /MEA, (ii) l'absence d'un fonds d'intervention, (iii) la non maîtrise des activités commanditées par d'autres structures (audit de la Primature, cartographie des risques piloté par l'IGF, l'évaluation des performances des structures du Ministère, etc....).

- **Suivre la mise en œuvre du PNDES/EA**

Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du PNDES dans le sous-secteur de l'eau et de l'assainissement, les différents rapports mensuels faisant l'état de mise en œuvre du PNDES/EA prévus ont été élaborés. Au total 12 rapports sur 13 ont été élaborés, soit un taux d'exécution physique de 92%. L'activité n'a pas engendré de coût financier.

- **Suivre la mise en œuvre des recommandations des instances**

Le suivi de la mise en œuvre des recommandations des instances a été régulièrement assuré et rapporté dans les différents rapports d'activités et de performances du secteur. Toutefois, des difficultés sont à relever. Il s'agit de :

- la non tenue de rencontres spécifiques de suivi des recommandations : la situation des recommandations est présentée aux sessions des cadres de dialogue et de pilotage ;
- le faible renseignement des canevas de suivi des recommandations par les structures responsables.

Il convient donc pour les années à venir, de mener la réflexion sur l'approche à mettre en œuvre pour un meilleur suivi des recommandations.

Produit 1. 4 : La collaboration interministérielle et intra-ministérielle pour une mise en œuvre harmonieuse de la politique de l'eau s'est améliorée

- **Tenir deux (02) sessions du Comité d'orientation du programme**

Deux sessions du CO du programme étaient programmées au titre de l'année 2018 : la session annuelle et la session à mi-parcours. Les deux sessions ont été tenues. La première session s'est tenue le 01 Mars 2018. Elle a servi de cadre pour la validation du rapport bilan annuel 2017 et du rapport de programmation annuelle 2018 du programme. La deuxième session a eu lieu le 18 Juillet 2018. Cette session a permis d'apprécier les résultats à mi-parcours 2018 et réajuster la programmation pour le reste de l'année. Le taux d'exécution physique de l'activité est de 100%. Le montant exécuté s'élève à 0,23 millions de F CFA soit un taux d'exécution de 3,83%.

Les différents rapports ont fait l'objet d'une large diffusion et sont disponibles sur le site www.eauburkina.org.

- **Organiser le Conseil d'Administration du Secteur Ministériel (CASEM)**

L'unique session 2018 du CASEM s'est tenue le 30 décembre 2018 et a mené la réflexion sur le thème "Mise en œuvre à mi-parcours du volet Eau et Assainissement du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) 2016-2020 : Bilan, perspectives et défis ". Egalement les membres du CASEM ont examiné et adopté le rapport bilan au 3^{ème} Trimestre des activités du MEA. Le taux d'exécution physique de l'activité est de 100%. Le montant exécuté s'élève à 3,735 millions de F CFA pour une programmation de 10 millions, soit un taux d'exécution de 37,35%. Les ateliers d'élaboration des différents rapports qui avaient été budgétisés, n'ont pas eu lieu, ce qui justifie ce faible taux d'exécution financière.

- **Tenir les sessions du Cadre Sectoriel de Dialogue « Environnement, Eau et Assainissement » (CSD-EEA)**

Deux (02) sessions ont été programmées au titre de l'année 2018. Les deux sessions ont été tenues. En effet, la session annuelle du CSD-EEA a eu lieu le 30 Mars 2018 et a servi de cadre d'examen du rapport de performance annuelle du secteur "Environnement, Eau et Assainissement. La session à mi-parcours 2018 quant à elle s'est tenue le 10 Août 2018 et a examiné et validé le rapport de performance à mi-parcours 2018 du secteur.

Ces deux sessions se sont tenues sous la présidence du Ministre de l'Eau et de l'Assainissement. Le taux d'exécution physique de cette activité est de 100%. Le montant exécuté s'élève à 5,36 millions de F CFA pour une programmation de 15 millions, soit un taux d'exécution de 35,74%.

- **Suivre la mise en œuvre des recommandations issues des études, audits, missions de supervision, revue et assemblée des projets et programmes**

Il était prévu en 2018 d'élaborer trois (03) rapports de suivi. Les trois rapports ont été élaborés. Au 30 septembre 2018, sur un total de cinquante (50) recommandations formulées, vingt-cinq, soit 50% ont été entièrement mises en œuvre. Seize (16), soit 32% sont en cours de mise en œuvre. Seuls trois (03), soit 6% n'ont pas connu de début de mise en œuvre. Il faut noter que cinq (05) recommandations, soit 10% ne sont plus d'actualité en raison de l'adoption du nouveau décret N°2018-0092/PRES/PM/MINEFID portant réglementation générale des projets et programmes de développement exécutés au Burkina Faso. Le taux d'exécution physique est de 100%. Le montant exécuté s'élève à 1,092 millions de F CFA pour une programmation de 10 millions, soit un taux d'exécution financière de 10,92%.

- **Suivre les relations de coopération avec les partenaires**

En 2018, l'ensemble des relations de coopération impliquant le MEA a été suivi. Il s'agit de (i) sept (07) rencontres de partenariat (trois (3) pour le Traité d'Amitié et de Coopération (TAC), deux (2) pour la République Populaire de Chine pour la reprise en main des projets financés par Taiwan et deux (2) pour la visite du Président du Faso au Ghana), (ii) d'une rencontre dans le cadre de la coopération avec la Belgique et (iii) d'une participation à la préparation du sommet Asie-Afrique.

Le montant exécuté s'élève à 0,33 millions de F CFA pour une programmation de 5 millions, soit un taux d'exécution financière de 6,60%.

- **Tenir les sessions du Comité National de Pilotage de la Stratégie Nationale de l'Eau**

Les deux sessions prévues se sont tenues. La session annuelle 2018 du Comité National de Pilotage des programmes du MEA a eu lieu le 29 mars 2018 pour apprécier et valider la performance 2017 des programmes et la programmation 2018 des activités. La session à mi-parcours a eu lieu le 09 Août 2018 et a été le lieu pour l'examen et l'adoption des performances à mi-parcours 2018 des cinq programmes et des programmations révisées pour le reste de l'année. Le taux d'exécution physique de cette activité est de 100%. Le montant exécuté s'élève à 2,699 millions de F CFA pour une programmation de 12 millions, soit un taux d'exécution de 22,49%.

Les différents rapports ont fait l'objet d'une large diffusion et sont également disponibles sur le site www.eaiburkina.org.

- **Organiser la revue sectorielle des projets et programmes**

En 2018, il était prévu d'organiser une revue sectorielle des projets et programmes. Ladite revue a été tenue le 25 septembre 2018. Sur un portefeuille de 22 projets évalués, 5 projets ont été classés rouge, 10 orange et 7 vert. Le programme SAAGA n'a été évalué pour non transmission à la DGESS de sa fiche de collecte.

Le taux d'exécution physique de cette activité est de 100%. Le montant exécuté s'élève à 3,21 millions de F CFA pour une programmation de 10 millions, soit un taux d'exécution de 32,10%.

Au-delà de ces activités programmées au titre de ce produit, d'autres ont été menées en hors programmation. Il s'agit :

- **Suivre les projets et programmes sur le terrain** : Six (06) projets ont été effectivement suivi au cours de l'année. Ce sont PHA/BID-UEMOA, P1P2RS, ECED-Sahel, PRPV/LB1, PRBA, PAEP-Est, au cours de 11 sorties terrains. L'activité a coûté 6,068 millions de F CFA.
- **Elaborer et suivre le Programme d'Investissement Public** : le Programme d'Investissement Public a été élaboré au premier trimestre et suivi périodiquement. Trois rapports ont été élaborés à cet effet.
- **Elaborer la base de données des projets et programmes de concert avec la DSI** : le logiciel a été conçu au 4^{ème} trimestre. La phase d'opérationnalisation a débuté avec la formation des agents de la DCPD. Elle se poursuivra en 2019 avec la formation de tous les autres acteurs concernés. L'activité a coûté 9,886 millions de F CFA.

Produit 1. 6 : Les services techniques déconcentrés sont capables d'apporter efficacement un appui-conseil aux collectivités territoriales pour le développement du service public d'eau et d'assainissement

Pour la réalisation de ce produit, plusieurs activités ont été menées au niveau régional. La synthèse des différentes réalisations est consignée dans le tableau ci-dessous. L'ensemble de ces actions a coûté 74,70 millions de F CFA.

Tableau 4 : Situation des appui-conseils réalisés par les services déconcentrés du MEA aux collectivités territoriales

REGION	Structure de mise en œuvre	Type d'appui-conseil	Nombre de communes bénéficiaires	Montant engagé
BOUCLE DU MOUHOUN	DREA-DPEA	Appui dans l'élaboration de dossiers d'appel à concurrence pour la réalisation/réhabilitation des ouvrages d'AEPA.	22	-
		Appui pour le recrutement de fermier pour la gestion des AEPS	26	-
		Réception des ouvrages AEPA	12	-
		Appui aux communes pour le diagnostic d'AEPS en vue de leur réhabilitation	2	-
		Appui à la prise de délibérations et signature des protocoles de collaboration en AEPHA avec toutes les communes	47	-
		appui aux communes pour la validation de leurs PCD, PCD-AEPA et PSA	3	-
		appui à la formation du technicien communal en AEPHA	1	-
CASCADES	DREA-DPEA	Diagnostic d'ouvrages en vue de réhabilitation, élaboration des dossiers d'appel d'offre, dépouillement et analyse des offres, suivi et réception des travaux de réalisations des ouvrages	10	-
		Formation des acteurs locaux.	17	1,22
		Appui à l'élaboration de PSC-AEPA	3	-
CENTRE	DREA-DPEA	Elaboration des DAC, Participation aux travaux de sous-commission pour le recrutement de prestataires des travaux de réalisation et de suivi contrôle de forages	3	-
		Elaboration des DAC, Participation aux travaux de sous-commission de recrutement des prestataires des travaux et suivi contrôle de réalisation des latrines familiales semi-finies	2	-
		Participation au recrutement des prestataires pour la réalisation des latrines familiales sur fonds transférés	2	-
		Participation aux réceptions des ouvrages AEP et assainissements	8	-
		Suivi de la mise en œuvre des plans communaux sur la Reforme	6	-
		Formation des agents chargés du renouvellement des bureaux des AUE	1	-
CENTRE-EST	DREA-DPEA	Appui à l'Analyse des dossiers d'appel à concurrence pour la réalisation des travaux de forages et de latrines	15	0,65
		Appui à l'élaboration des dossiers de recrutement des opérateurs privés chargés de la gestion des AEPS	6	1,26
		Appui à la réception technique des forages	15	0,22
CENTRE-NORD	DREA-DPEA	Assistance des communes lors des dépouillements	5	-
		Appui pour le recrutement de fermiers pour la gestion des AEPS	4	-
		Réception des ouvrages AEPA	13	-
		Planification des visites préventives des PMH	20	-
		Appui à la CC-Bam pour la mise en place d'un cadre de concertation des acteurs de l'eau et de l'assainissement dans les communes du Bam	9	-

REGION	Structure de mise en œuvre	Type d'appui-conseil	Nombre de communes bénéficiaires	Montant engagé
		Appui aux communes pour la validation de leurs PCD, PCD-AEPA et PSA	3	-
		Atelier bilan avec PPI sur la gestion des AEPS	3	-
		Appui à la mise en place du CCEA	9	-
CENTRE-OUEST	DREA-DPEA	Participation aux séances de dépouillements d'offres	4	-
		Participation aux réceptions provisoires et définitives des ouvrages d'AEP et AEUE	6	-
		Supervision des travaux de réhabilitation des forages réalisés dans le cadre des fonds transférés dans les communes de Ténado,Kindi, Koudougou et Pouni	4	-
		Organisation de deux 02 foras communaux à Kyon et Dassa dans le cadre du projet recherche-action.	2	0,9
		Accompagnement de 20 communes dans le processus de recrutement de fermiers pour la gestion des AEPS.	20	3,94
		Formation des maintenanciers et artisans réparateurs de la région sur la gestion et l'entretien des ouvrages d'AEP.	38	7,7
		Participation au diagnostic technique de fonctionnalité de l'AEPS de pala dans la commune de Nébiélianayou	1	-
		Participation aux conseils municipaux de Zawara et de Pella pour l'explication de la réforme du système de gestion des ouvrages d'AEP en milieu rural.	2	-
		Formation des points focaux communaux dans le cadre de la mise à jour de l'INO	38	10,88
		Participation à la première session ordinaire du cadre de concertation communale de Zawara.		
		Renforcement des capacités des services techniques et des structures locales (régionale, communale et communautaire) sur la planification, le suivi de la mise en œuvre des activités d'assainissement et d'hygiène	7	-
Accompagnement des communes (Réo, Bougnounou) dans le processus de recrutement des structures en charges des travaux de réalisations des ouvrages d'assainissement dans le cadre des fonds transférés	2	-		
CENTRE-SUD	DREA-DPEA-PROGEA II	Appuyer des communes dans l'élaboration d'un plan d'action pour la gestion du SPE	18	20,18
		Appuyer des communes dans le suivi de l'affermage de leurs AEPS	19	2,35
		Appuyer des communes à mettre en place des structures de gestion des ouvrages (AUE)	4	1,64
		Appuyer des communes dans le suivi de la réalisation des ouvrages des fonds transférés	9	2,87
		Appuyer des communes dans le suivi de la gestion des ouvrages AEPA	19	1,38
		Former 100 maintenanciers sur la maintenance des PMH	18	3,48
EST	DREA-DPEA	Gestion des ouvrages publics dans les écoles	1	0,2
		Formation des AUE	1	0,2
HAUTS-BASSINS	DREA-DPEA	Information et sensibilisation des bénéficiaires des latrines semi-finies de l'ABS 2018	1	-
	WHH	Recyclage des SANYTHON et des Clubs scolaires de santé dans le cadre du plan de sauvetage de PINAF, Sensibilisation auprès des ménages bénéficiaires de latrines semi finies	6	-

REGION	Structure de mise en œuvre	Type d'appui-conseil	Nombre de communes bénéficiaires	Montant engagé
	Groupe Eau et Ingénierie Sociale	Promotion de l'Hygiène et Assainissement en milieu scolaire	01	-
		Technique de construction de latrines Sanplat améliorées	3	-
		Promotion de l'Hygiène et Assainissement	3	-
	PHA/BID-UEMOA	IMS auprès des ménages bénéficiaires de latrines	3	-
	ADAE	Formation sur le rôle et responsabilité des AUE dans le cadre de la réforme	2	-
NORD	DREA-DPEA	Montage des dossiers d'appels d'offre	17	-
		Participation aux réceptions	21	-
		Contractualisation de la gestion du service de l'eau	12	-
PLATEAU-CENTRAL	DREA-DPEA-PROGEA II	Appuyer des communes dans pour la mise en œuvre de leur plan d'action pour la gestion du SPE	20	0,83
		Appuyer des communes à mettre en place des structures de gestion des ouvrages (AUE)	3	2,19
		Formation des membres des bureaux exécutifs des AUE mises en place plus des représentants des communes concernées	21	-
		Appuyer des communes dans le suivi de la réalisation des ouvrages des fonds transférés	3	-
		Appuyer des communes dans le suivi de la gestion des ouvrages AEPA	20	-
		Appuyer les communes à la formation du conseil municipal sur la Réforme	6	1,89
SAHEL	DREA-DPEA	Participation à la rédaction d'un plan communal de développement	2	0
		Participation aux dépouillements des appels d'offres de réalisation de forages, d'AEPS et des latrines familiales	4	0
		Formation des AUE	1	0,2
		Participation à l'élaboration du Plan Régional de Développement du Sahel	1	0
		Rencontres d'échange avec les populations sur la mise en affermage des AEPS	10	1,5
		Formation des membres des bureaux exécutifs des AUE de Falagountou et Gorom-Gorom avec l'appui financier du projet ECED-S	2	0,2
		Suivi des membres des bureaux exécutifs des AUE de Falagountou et Gorom-Gorom avec l'appui financier du projet ECED-S	2	1,34
		Elaboration des demandes de prix pour la réhabilitation de forages	16	0
		Suivi des ouvrages des fonds transférés	17	2,5
	ONEA - Dori	Former des maçons pour la réalisation et réhabilitation des latrines familiales au profit de la commune de Dori	14	5
DREP	Participation au cadre de concertation Régional	26	0	

REGION	Structure de mise en œuvre	Type d'appui-conseil	Nombre de communes bénéficiaires	Montant engagé
	Conseil Régional	Participation à l'élaboration de budget participatif	26	0
SUD-OUEST	DREA-DPEA	Mise en œuvre de la réforme du système de gestion des infrastructures hydrauliques	5	-
		Assistance à l'élaboration des DAC et Réalisation des ouvrages	5	-
		Appui à l'élaboration des rapports d'exécution des fonds transférés	13	-
TOTAL				74,70

Source : Rapports bilan régionaux du Programme Pilotage et Soutien, 2018.

Produit 1. 7 : Les services techniques déconcentrés (eau, santé, éducation) améliorent la synergie de leurs actions en direction des collectivités territoriales

Afin d'assurer la synergie entre les acteurs au niveau déconcentré, plusieurs initiatives sont menées dans les régions impliquant plusieurs collectivités. Au titre de 2018, le coût estimatif de la mise en œuvre de ces initiatives s'élève à 81,76 millions de F CFA. Le point est dressé dans le tableau suivant.

Tableau 5 : Etat de mise en œuvre des ateliers améliorant la synergie des actions au niveau régional

REGIONS	Types d'atelier prévus (ciblage/cadre de concertation entre Directions régionales et communes)	Nombre de communes bénéficiaires	Montant engagé (millions)
BOUCLE DU MOUHOUN	Atelier d'information des acteurs sur le protocole de collaboration pour AMOC en matière d'AEPHA.	47	11,25
	Atelier (i) d'information et d'échanges sur la note de propositions relatives aux contributions financières en matière d'AEPHA et le processus de recrutement des ATC-AEPHA et (ii) de signature des protocoles de collaboration pour AMOC en matière d'AEPHA.	47	
CASCADES	Sensibilisation de la population pour la promotion et la consommation de l'eau potable	1	-
	Formation des élèves sur l'hygiène et l'assainissement	1	-
	Atelier de ciblage pour la réalisation des ouvrages d'AEP	17	1,33
	Atelier régional d'échanges sur la gestion du service public de l'eau dans la région des Cascades	17	2,46
	Atelier de formation et de cadrage dans le cadre de la mise à jour de l'Inventaire national des ouvrages	17	-
	Atelier (i) d'information et d'échanges sur la note de propositions relatives aux contributions financières en matière d'AEPHA et le processus de recrutement des ATC-AEPHA, (ii) de signature des protocoles de collaboration pour l'AMOC en matière d'AEPHA	17	-
	Atelier d'information et d'échanges sur le projet de protocole type de collaboration pour l'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage Communale (AMOC) en matière d'Approvisionnement en Eau Potable, d'Hygiène et d'Assainissement (AEPHA)	17	-
Tenue des comités régionaux de pilotage des programmes eau et assainissement	17	1,2836	
CENTRE	CRP	6	1,09
	Atelier de ciblage et de répartition des ouvrages	6	0
	Atelier de collecte des données	6	0
	Organisation d'une sortie d'étude sur le partage d'expérience dans le domaine de l'assainissement écologique dans la région du plateau central au profit de trois cadres de la DREA-CEN	1	-
	22 ^{ème} session du CRP	30	1,05

REGIONS	Types d'atelier prévus (ciblage/cadre de concertation entre Directions régionales et communes)	Nombre de communes bénéficiaires	Montant engagé (millions)
CENTRE-EST	23 ^{ème} session du CRP	30	1,05
CENTRE-NORD	Appui à la mise en place du CCEA	9	-
	Assistance des communes lors des dépouillements	5	-
	Appui aux communes du Namentenga dans la mise en œuvre de leur cadre de concertation provincial (CCP)	8	-
	Formation sur la gestion et l'entretien des forages et des latrines	20	-
CENTRE-OUEST	La tenue de l'atelier régional de programmation des investissements des acteurs du milieu rural en matière d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement.		2,71
	Atelier de présentation des résultats de la recherche action de la région centre ouest aux autres DREA		3
	Visite des ouvrages du projet Recherche-action par Madame la représentante Résidente de l'UNICEF le 16/02/2018		0,5
	Atelier de validation du Dossier d'Appel à Concurrence pour l'affermage des AEPS avec les Maires le 27/03/2018		2,44
	Atelier d'adoption du plan d'action d'équipement des écoles primaires et des centres de santé de la région du Centre-Ouest en ouvrages AEPA à l'horizon 2020 le 26/04/2018		0,3
EST	Atelier d'information et de sensibilisation sur le PAEP-Est	27	11,5
	Réunion d'échanges sur la mise en œuvre de l'ATPC par l'ONG SNV	7	-
	CRP 23	27	3
	GTR 1	27	3
HAUTS-BASSINS	Atelier de ciblage	15	0,2
	Comité régional de pilotage	3	1
NORD	Ateliers de collecte de données du Bilan Régional	31	1,97
	Ateliers de rédaction des rapports du CRP	-	1,74
	Comité Régional de Pilotage de la PNE	-	1,42
	Atelier de signature des contrats d'affermage pour la gestion des AEPS du Passoré et du Zondoma	12	0,69
	Atelier bilan et perspectives de la gestion des AEPS du Loroum et du Yatenga	17	1,00
	Atelier d'échange avec les maires sur l'état d'exécution et de mise en œuvre du chronogramme sur la contractualisation de la gestion des AEPS du Passoré et du Zondoma	12	0,69
	Atelier de rédaction des outils de collectes	-	1,12
	Atelier de collecte des données des points focaux	31	2,00
SAHEL	22 ^{ème} Session du Comité Régional des programmes PN-AEP/PN-AEUE et PPS	3	3,55
	23 ^{ème} Session du Comité Régional des programmes PN-AEP/PN-AEUE et PPS	3	2,91
	Atelier de ciblage de l'ensemble des ouvrages eau potable de la région pour l'année 2018	26	6,45

REGIONS	Types d'atelier prévus (ciblage/cadre de concertation entre Directions régionales et communes)	Nombre de communes bénéficiaires	Montant engagé (millions)
	Atelier de suivi des activités du PSA	1	3
SUD-OUEST	Atelier de concertation en vue de la finalisation du contrat d'affermage et le processus de recrutement du fermier	28	-
	Groupe Thématique Régional Eau et Assainissement du Sud-Ouest	28	2,21
	Atelier de collectes des données avec les SG	28	3,37
	Atelier sur la mise en place du cluster eau dans la région du sud-ouest	3	0,5
	Ateliers sur l'auto-évaluation des domaines de communes pour apprécier les performances des collectivités territoriales en matière d'AEP	17	2
	Ateliers de restitution des travaux d'actualisation des PCD-AEPA des communes de Diébougou et Dano	2	1,5
TOTAL			81,76

Source : Rapports bilan régionaux du Programme Pilotage et Soutien, 2018.

Produit 1. 8 : Le transfert effectif des compétences et des ressources aux collectivités territoriales est intégralement réalisé en privilégiant l'apprentissage par l'action.

Le Ministère de l'Eau et de l'Assainissement (MEA) a engagé un processus d'accompagnement des communes pour le recrutement et la mise à disposition des Agents Techniques Communaux (ATC) AEPHA auprès des communes désireuses de s'en doter.

Spécifiquement dans la région du sahel, au cours de l'année 2018, le projet LRRD financé par l'Union Européenne a accompagné 04 communes (Pobé Mengao, Djibo, Kelbo et Tongomayel) de la province du Soum pour la mise en œuvre d'un service technique minimum eau et assainissement. La commune de Gorgadji a envoyé son technicien communal pour une formation professionnelle.

Produit 1. 9 : L'intercommunalité y compris les formes ad hoc/souples de mutualisation des moyens sont activement promues

Au titre de l'année 2018, des activités entrant dans le cadre de la promotion de l'intercommunalités ont été enregistrées dans cinq (05) régions. Le résumé de ces activités est présenté dans le tableaux suivant.

Tableau 6 : Bilan des activités de Promotion de l'intercommunalité

REGION	Activités d'intercommunalité	Communes concernées
BOUCLE-MOUHOUN	Atelier d'information et d'échanges sur le processus d'affermage.	47
	Elaboration des dossiers d'appels à concurrence et recrutement des fermiers pour la gestion des AEPS des 26 communes	26
CENTRE-NORD	Elaboration des dossiers d'appels à concurrence et recrutement des fermiers pour la gestion des AEPS des 05 communes	05 (toutes les communes du BAM)
CENTRE-OUEST	Mise en affermage des AEPS de 20 communes	20
NORD	Présentation du décret portant régime juridique de l'entente aux communes des provinces du Passoré et du Zondoma	12
	Cadre de concertation et d'échange sur le bilan des activités de l'agent intercommunal de Bagaré et La-Toden	2
SUD-OUEST	Prise de délibération d'adhésion à la gestion des boues de vidange.	Diébougou, Guéguère Disshn, Zambo, Dano

Source : Rapports bilan régionaux du Programme Pilotage et Soutien, 2018.

Aussi, il est enregistré plusieurs formes d'intercommunalités. Il convient d'accentuer la sensibilisation en vue d'une mutualisation plus poussée des ressources des collectivités. Les formes d'intercommunalités existantes sont consignées dans le tableau suivant.

Tableau 7 : Situation sur l'intercommunalité dans les régions

REGION	Formes d'intercommunalité	Communes concernées	Difficultés	Proposition de solution
BOUCLE DU MOUHOUN	Agent technique intercommunal en Eau et Assainissement mis à la disposition des 3 communes par un projet	Boromo – Fara – Poura	Le contrat de l'agent technique intercommunal est expiré.	Trouver des ressources pour poursuivre la prise en charge l'agent intercommunal
	Délégation de gestion des AEPS par affermage	Tchériba; Oury; Bagassi; Fara; Yaho; Boromo; Pa	La faible rentabilité de certains systèmes surtout en saison des pluies, la faible adhésion de certaines populations notamment celles habituées à ne pas payer l'eau.	Poursuivre les rencontres d'échanges avec les localités concernées pour résoudre les problèmes rencontrés.
		Safane ; Ouarkoye ; Douroula ; Bondoukuy ; Dokuy ; Doumbala ; Bomborokuy ; Sono ; Djibasso ; Bourasso.		
		Gomboro ; Kassoum ; Tougan ; Di ; Lankoué ; Toeni ; Lanfiera ; Kiembara.		
	Tansila ; Balavé ; Kouka ; Solenzo ; Sanaba ; Gassan ; Gossina et Ye			
CENTRE-NORD	Délégation de gestion des AEPS par affermage	Kongoussi ; Tikaré ; Nasséré ; Zimtanga ; Sabcé ; Rollo ; Rouko ; Tikaré ; Guibaré	La faible rentabilité de certains systèmes surtout en saison des pluies, la faible adhésion de certaines populations notamment celles habituées à ne pas payer l'eau.	Poursuivre les rencontres d'échanges avec les localités concernées pour résoudre les problèmes rencontrés.
CENTRE-OUEST	Mutualisation de gestion des AEPS	20	-	-
	Existence d'un agent technique intercommunal en AEPA entre Dassa et Didyr	Dassa et Didyr	-	-
HAUTS-BASSINS	Agent technique communal	Koti, Founzan		
		Bekuy, Béréba		
		Koumbia, Boni		
NORD	Intercommunalité (mutualisation du salaire de l'agent technique eau et assainissement et la gestion mutualisé du dépôt des pièces détachés des PMH)	Bagaré et La-Toden	-	-
PLATEAU-CENTRAL	Création d'un service intercommunal	Boudry, Meguet, Zorgho	-	-
	Création d'un service intercommunal	Ziniaré, Dapelogo, Zitenga, Ourougou, Manega, Loumbila, Absouya, Nageongo	-	-

Source : Rapports bilan régionaux du Programme Pilotage et Soutien, 2018.

Produit 1. 11 : Les outils et mécanismes de reddition des comptes pour les fonds transférés aux collectivités territoriales sont élaborés et mis en œuvre.

- **Élaborer un rapport de suivi des fonds transférés exercice 2017**

Il était attendu le rapport de suivi des fonds transférés aux collectivités territoriales (communes), exercice 2017. Le rapport a été élaboré. Le taux d'exécution physique de l'activité est de 100%. Le montant exécuté s'élève à 1,537 millions de F CFA pour une programmation de 6 millions, soit un taux d'exécution de 25,62%.

Le rapport fait le point des réalisations à travers l'utilisation de ces ressources. Le taux d'exécution des fonds transférés aux communes est de 63,09% et se décompose comme suit :

- **Pour l'Approvisionnement en eau potable (AEP) :** pour un montant de 1,2 Milliards FCFA alloués aux communes pour la réhabilitation de forages, 827 880 000 FCFA ont été engagés, soit un taux d'engagement de 68,99%. Cela a permis la réhabilitation de 381 forages pour une prévision de 465 soit un taux de réalisation physique de 81,94%. Ce taux est légèrement supérieur celui de l'année 2016 qui était de 80%.
- **Pour l'Assainissement familial :** sur les 800 Millions de FCFA alloués pour la réalisation de latrines, 434 116 000 FCFA ont été engagés soit un taux d'engagement de 54,26%. Ceci a permis la réalisation de 4 070 latrines sur 5 562 prévues, soit un taux de réalisation de 73,18%. Ce taux est supérieur de celui de 2016 qui était de 32,62%.

Au titre de l'année 2018, 2 milliards 300 millions de F CFA ont été transférés par le MEA aux communes, avec 1 milliards 380 millions pour l'AEP et 920 millions pour l'AEUE. En fin d'année, il ressort un taux d'exécution global des fonds transférés de 72,82%, avec 75,88% pour l'AEP et 68,24% pour l'AEUE. Les détails par région sont consignés dans les annexes 4 et 5.

Dans le cadre du transfert des fonds aux collectivités locales, il est prévu l'élaboration périodique de rapports d'exécution des fonds reçus, par les bénéficiaires. Il est constaté que peu de communes bénéficiaires élaborent et transmettent leur rapport à la DREA. Il est donc nécessaire d'interpeller régulièrement les communes sur l'obligation de production desdits rapports.

- **Réaliser l'audit des fonds transféré aux communes**

Prévue pour être réalisée au cours du 4^{ème} trimestre, les difficultés financières n'ont pas permis de réaliser cette activité. Toutefois, l'activité a été reconduite pour l'année 2019.

III.2. Action 2 : Gestion des ressources humaines

L'objectif opérationnel de cette action est d'« assurer une gestion efficiente, efficace et de qualité des ressources humaines du ministère ». Deux produits sont attendus pour cette action. Les taux de réalisation physique et financier de cette action sont respectivement de 86,27% et 15,77%.

Tableau 8 : Synthèse de l'exécution physique et financière de l'action 2 par produit

ACTIONS/PRODUITS	Taux de réalisation physique	Montant programmé (millions) (a)	Montant exécuté (millions)			taux de réalisation financière (b/a)*100
			Programmation (b)	hors programmation	Total exécuté	
ACTION2 : Gestion des ressources humaines	86,27%	243,50	38,41	-	38,41	15,77%
Produit 2.1 : Un plan de développement et de gestion prévisionnelle de ressources humaines des acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement est élaboré et mis en œuvre	86,27%	243,50	38,41	0,00	38,41	15,77%

Source : DGESS, 2019.

Dans la suite, il est présenté le bilan des activités de cette action par produit.

Produit 2.1 : Un plan de développement des ressources humaines du ministère de l'eau et de l'assainissement est élaboré et mis en œuvre

- **Élaborer le Plan de Développement des Ressources Humaines (PDRH) du MEA**

Il était attendu la réalisation de l'étude à 40%. Au cours du premier trimestre, plusieurs rencontres ont eu lieu avec les parties prenantes pour finaliser les Termes de référence pour le recrutement des consultants. Au deuxième semestre, les consultants ont été recrutés par l'AT COWI et des rencontres d'échanges et cadrages avec les parties prenantes ont eu lieu. Le rapport de démarrage a été produit et la première phase de l'étude (phase de diagnostic des ressources humaines) a démarré avec la collecte de données au niveau des structures centrales, déconcentrées et rattachées. Cette activité a été réalisée à 100%.

- **Élaborer le plan de formation 2018-2020**

Le plan de formation a été élaboré et validé en réunion de cabinet au cours de l'année 2018. Cette activité est entièrement réalisée. Le taux d'exécution physique est de 100%. Elle n'a pas engagé de coût financier.

- **Recruter 110 agents**

Il était prévu le recrutement de 110 agents (concours professionnel et concours directs) pour 2018.

Au titre des concours professionnels, il a été procédé au recrutement de huit (08) agents dont trois (03) Techniciens Supérieur de l'Hydraulique et de l'Équipement Rural (TSHER) et cinq (05) Ingénieurs du Génie rural (IGR).

Concernant les concours directs, vingt-cinq (25) TSHER et dix (10) IGR ont été recrutés, soit un total de 35.

Pour les concours directs sur mesures nouvelles spéciales, 56 postes à pourvoir étaient ouverts (12 IGR, 30 ITGR et 14 TSHER). Sur les 56 postes, 48 agents ont pu être recrutés dont 12 IGR, 22 ITGR et 14 TSHER.

Ces différents recrutements donnent un total de 91 agents recrutés pour une programmation de 110, soit un taux d'exécution physique de 83%. Le coût global est de 6 millions de F CFA pour une programmation de 12 millions, soit un taux d'exécution financière de 50%.

La non atteinte des effectifs prévu est lié non seulement aux autorisations du gouvernement en matière de recrutement des agents mais aussi à des cas de défaillance ou d'abandon de candidats ou d'admis (5 cas d'abandon pour les 25 TSHER recrutés par concours directs et 22 ITGR recrutés par mesures nouvelles au lieu de 30 prévus pour défaut d'admis).

- **Mettre en œuvre le programme de formation 2018**

Pour l'année 2018, il était prévu de mettre en œuvre le programme de formation à 50%. Sur les 13 sessions de formations prévues, 15 sessions ont été organisées au profit des responsables et des agents du MEA soit un taux de 107%. Le montant exécuté est de 21 millions de F CFA pour une programmation de 21 millions, soit un taux d'exécution financière de 100%.

Les formations ont concerné les thèmes suivants :

- bureautique Microsoft Word 2013 et système informatisé de gestion du courrier (SICO), au profit des secrétaires ;
- secrétariat, suivi des documents et engagement de la hiérarchie, au profit des secrétaires ;
- gestion pratique du courrier : enregistrement, traitement et transmission du courrier, au profit agents de liaison et agent de bureau;
- rédaction administrative, au profit des Directeurs Provinciaux;
- rédaction administrative, au profit des agents de la DRH ;
- système intégré de gestion administrative et salariale du personnel de l'Etat, au profit des agents de la DRH, de la Solde et du Trésor ;
- techniques de conduite de personnalités et véhicules électroniques, au profit des chauffeurs ;
- exigence du métier de conducteur et maintenance automobile, au profit des chauffeurs ;
- management du système informatique, au profit des agents de la DSI ;
- sécurité informatique, protection des données personnelles et professionnelles, au profit des agents du ministère ;
- technique de montage vidéo, au profit des agents de la DCPM ;
- budget programme, au profit des agents du ministère ;
- circuit intégré des dépenses, au profit des agents.

- **Apurer les avancements de 2017 et antérieurs de 450 agents**

Au cours de l'année 2018, les avancements de 2017 et antérieurs de 450 agents ont été effectifs. Le taux d'exécution physique est donc de 100%. Cette activité a été réalisée sans coût financier pour une programmation de 9 millions.

- **Créer et mettre à jour les dossiers individuels au profit des agents**

Au titre de l'année 2018, il était prévu la création et la mise à jour des dossiers individuels de 200 agents. En fin 2018, 225 dossier individuels d'agents sont créés et mis à jour. Le taux d'exécution est de 100%. L'activité n'a pas engagé de coûts financiers. Les principales difficultés sont l'insuffisance du matériel (armoires, chemises cartonnées), d'espace de stockage et l'absence de budget.

- **Mettre en place la mutuelle du MEA**

A la suite de la validation des projets de textes de la Mutuelle en réunion de cabinet au premier semestre, une assemblée générale constitutive du bureau exécutif de la mutuelle s'est tenue le 15 novembre 2018. Le taux d'exécution est de 100%. Le montant exécuté est 1,908 millions de F CFA pour une programmation de 7 millions, soit un taux d'exécution financière de 27,26%.

- **Mener deux (02) activités de sensibilisation sur le VIH-SIDA et les IST**

Dans le cadre des activités du Comité Ministériel de Lutte contre le SIDA et les IST (CMLS-IST), deux activités de sensibilisations et de dépistage ont été organisées. Ces deux activités ont eu lieu à Gaoua et à Tenkodogo.

Le taux d'exécution physique est de 100%. Le montant exécuté est de 4,5 millions de F CFA pour une programmation de 4,5 millions, soit un taux d'exécution financière de 100%.

- **Élaborer l'avant-projet 2019 de dépenses du personnel**

L'avant-projet de 2019 de dépenses du personnel a été réalisé. Le taux d'exécution physique est de 100%. Le montant exécuté est de 5 millions de francs CFA, soit un taux d'exécution financière de 100%.

- **Elaborer deux (02) outils de gestion des ressources humaines**

Cette activité a été révisée au cours de l'année. Un outil de gestion des ressources humaines à savoir le code d'éthique et de déontologie a été programmé. Cependant, cette activité n'a pas pu être réalisée par manque de financement.

III.3. Action 3 : Gestion des ressources matérielles et financières

L'objectif de cette action est d'« assurer une gestion optimale des ressources financières et matérielles ». Elle compte sept (07) produits. Le taux de réalisation physique des activités de cette action est de 80,47% et celui financier de 46,27%.

Tableau 9 : Synthèse de l'exécution physique et financière de l'action 3 par produit

ACTIONS/PRODUITS	Taux de réalisation physique	Montant programmé (millions) (a)	Montant exécuté (millions)			Taux de réalisation financière (b/a)*100
			Programmation (b)	hors programmation	total exécuté	
ACTION3 : Gestion des ressources matérielles et financières	80,47%	73,50	34,01	8,46	42,47	46,27%
Produit 3.2 : Les outils de programmation sont adaptés et opérationnalisés par rapport aux enjeux post 2015 (type de solution technologique, droits humains, espace géographique de programmation)	100,00%	5,00	5,00	0,00	5,00	100,00%
Produit 3.3 : Les capacités des acteurs pour l'opérationnalisation effective du Budget Programme sont renforcées	71,88%	60,00	17,94	8,46	26,40	29,90%
Produit 3.5 : L'exécution budgétaire est améliorée en anticipant la planification (DAO, marchés...) au niveau de la DMP et la DAF	100,00%	6,50	6,50	0,00	6,50	100,00%
Produit 3.6 : La comptabilité matière est en place et opérationnelle dans les structures du secteur	50,00%	2,00	4,58	0,00	4,58	228,75%

Source : DGESS, 2019.

Dans la suite, il est présenté le bilan des activités de cette action par produit.

Produit 3.2 : Les outils de programmation sont adaptés et opérationnalisés par rapport aux enjeux post 2015 (type de solution technologique, droits humains, espace géographique de programmation)

- **Elaborer l'avant-projet du budget programme 2019-2021 du MEA**

L'avant-projet du budget programme 2019-2021 du MEA a été élaboré. Le taux d'exécution physique est de 100%. Le montant exécuté s'élève à 5 millions de F CFA pour une programmation de 5 millions, soit un taux d'exécution financière de 100%.

Produit 3.3 : les capacités des acteurs pour l'opérationnalisation effective du Budget Programme sont renforcées

- **Former le personnel du MEA sur le Circuit Informatisé de la Dépense (CID)**

Il était prévu en 2018, la formation de 60 agents sur le CID. En fin d'année les prévisions ont été dépassées avec la formation de 70 agents. Le montant exécuté s'élève à 13,285 millions de F CFA pour une programmation de 25 millions, soit un taux d'exécution financière de 53,14%.

- **Former le personnel du MEA sur le budget programme**

Il était prévu en 2018, la formation de 80 agents sur le budget-programme. En fin d'année il est enregistré la formation effective de 35 agents, soit un taux d'exécution physique de 44%. Le montant exécuté s'élève à 4,652 millions de F CFA pour une programmation de 35 millions, soit un taux d'exécution financière de 13,29%.

Par ailleurs, des sessions de renforcement des capacités sur le Budget programme ont été menées dans les régions. Ces formations ont touché 117 agents, dont 21,36% de femmes pour un coût estimatif de 8,46 millions de F CFA. La situation par région est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 10 : situation des sessions de renforcement des capacités des acteurs du budget programme dans les Régions

REGION	Thèmes des sessions	Nombre de participants			Montant engagé (millions)
		F	H	Total	
BOUCLE DU MOUHOUN	Formation sur les procédures de modifications des crédits budgétaires		1	1	-
	Session de formation et d'élaboration du budget programme de la DREA-BMH	1	3	4	-
CENTRE-EST	Formation et élaboration du BPO 2019-2021	2	2	4	0,91
CENTRE-NORD	Formation sur les procédures de modifications des crédits budgétaires		1	1	-
	Session de formation et d'élaboration du budget programme de la DREA-CNR	1	3	4	0,81
CENTRE-OUEST	formation sur le BPO	1	3	4	1
EST	Formation sur l'élaboration du BPO	0	4	4	1
	Formation sur le remplissage des fiches de collectes 1 et 3	10	30	40	3
HAUTS-BASSINS	Formation sur le BPO	1	3	4	0,8
NORD	Formation sur le cadre logique et élaboration du budget programme par objectif de la DREA	1	3	4	0,81
	Participation d'un comptable à une formation sur le budget programme	0	1	1	-
SAHEL	Elaboration des Budgets Programmes régionaux 2019 - 2021	0	2	2	0,32
	Formation sur les procédures de modification des crédits budgétaires	0	1	1	-
	Formation sur les procédures HACT de l'UNICEF	8	30	38	-
	Gestion des finances publiques et réforme budget programme	0	1	1	-
	Gestion Axée sur les Résultats (GAR)	0	3	3	-
SUD-OUEST	Gestion des finances publiques et réforme budget programme	0	1	1	-
TOTAL		25	92	117	8,46

Source : Rapports bilan régionaux du Programme Pilotage et Soutien, 2018.

Produit 3. 5 : l'exécution budgétaire est améliorée en anticipant la planification (DAO, marchés...) au niveau de la DMP et la DAF

- **Exécuter le Plan de déblocage de fonds 2018 du Ministère**

Pour l'exécution du Plan de Déblocage de fonds 2018 du Ministère, il était attendu un taux de 90%. Au terme de l'année, le taux d'exécution du Plan ressort à 98,7%, dépassant ainsi les prévisions.

- **Élaborer le Plan de déblocage de fonds 2019 du Ministère**

Le Plan de déblocage de fonds 2019 du Ministère a été élaboré. Le taux d'exécution physique est de 100%. Le montant exécuté est de 3 millions de F CFA pour une programmation de 3 millions, soit un taux d'exécution financière de 100%.

- **Élaborer la revue à mi-parcours de l'exécution du budget**

La revue à mi-parcours de l'exécution du budget a été élaborée au cours du premier semestre 2018. Le taux d'exécution financière est de 100% pour un coût de 3,5 millions de F CFA.

Produit 3.6. : La comptabilité matière est en place et opérationnelle dans les structures du secteur

- **Faire un inventaire-codification du patrimoine du MEA**

Pour 2018, il était prévu la réalisation d'un inventaire des biens. Au total, deux (02) inventaires ont été réalisés. Le montant exécuté est de 4,575 millions de F CFA pour une programmation de 2 millions de F CFA, soit un taux d'exécution financière de 228,75%.

- **Mettre en œuvre la comptabilité matière**

L'activité n'a pas été réalisée. Elle dépendait de la réalisation de l'inventaire-codification du patrimoine du MEA qui a connu des retards dans sa mise en œuvre.

III.4. Action 4 : Gestion des marchés publics

L'action a pour objectif opérationnel d'améliorer la gestion des marchés publics. Cette action compte deux (02) produits. Le taux de réalisation physique des activités de cette action est de 66% et celui financier de 53,16%.

Tableau 11 : Synthèse de l'exécution physique et financière de l'action 4 par produit

ACTIONS/PRODUITS	Taux de réalisation physique	Montant programmé (millions) (a)	Montant exécuté (millions)			Taux de réalisation financière (b/a)*100
			Programmation (b)	hors programmation	TOTAL EXECUTE	
ACTION4 : Gestion des marchés publics	66,00%	37,00	14,70	4,97	19,67	39,73%
Produit 4.1 : Les capacités des acteurs des marchés publics sont renforcées	30,00%	25,00	9,70	4,97	14,67	38,80%
Produit 4.2 : L'exécution des plans de passation des marchés publics est améliorée en anticipant la planification (DAO, marchés...) au niveau de la DMP	75,00%	12,00	5,00	0,00	5,00	41,67%

Source : DGESS, 2019.

Dans la suite, il est présenté le bilan des activités de cette action par produit.

Produit 4.1. : Les capacités des acteurs des marchés publics sont renforcées

- **Renforcer les capacités des agents en procédures de passation des marchés publics**

Pour l'année 2018, il était prévu le renforcement des capacités en procédures de passation des marchés publics de 100 agents. En fin d'année, les capacités de 30 agents ont pu être renforcées dans ce sens. Le taux d'exécution physique est de 30,33%. Le montant exécuté est de 9,7 millions de F CFA pour une programmation de 25 millions, soit un taux d'exécution financière de 38,80%.

Par ailleurs, des sessions de renforcement des capacités des acteurs des marchés publics ont été menées dans les régions. Ces formations ont touché 38 agents pour un coût estimatif de 4,97 millions de F CFA. La situation par région est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 12: Situation des renforcements de capacités des acteurs des marchés publics dans les régions

REGION	Structure	Thèmes de formation	Nombre de participants	Montant engagé
CENTRE	DAF/MEA	Participation à la formation sur les procédures de modification des lignes de crédits budgétaires	1	-
	DAF/MEA	Participation à la formation sur la gestion budgétaire à travers le circuit intégré de la dépense (CID)	1	-
EST	PAEP	Procédure de passation de marché publics	10	1
HAUTS-BASSINS	DREA	Formation sur les marchés publics	12	-
SUD-OUEST	DREA	Formation sur la procédure de passation des marchés Publics et d'exécution	8	2
		Formation sur l'évaluation des offres des dossiers d'appel d'offre	6	1
TOTAL			38	4,97

Source : Rapports bilan régionaux du Programme Pilotage et Soutien, 2018.

Produit 4.2. : L'exécution des plans de passation des marchés publics est améliorée en anticipant la planification (DAO, marchés...) au niveau de la DMP

- **Élaborer les Dossiers d'Appel à Concurrence (DAC)**

Il était prévu l'élaboration de 231 DAC au cours de l'année 2018. En fin d'année il ressort qu'il y'a eu l'élaboration effective de 255 DAC, soit un dépassement de la programmation. L'activité n'a pas engendré de coût financier.

- **Proposer l'attribution des différents marchés aux prestataires**

Au cours de l'année 2018, il a été proposé pour attribution 283 marchés sur une programmation de 262. L'activité n'a pas engendré de coût financier.

- **Suivre l'exécution des marchés**

Tous les marchés proposés à attribution en 2018 ont fait ou font l'objet d'un suivi jusqu'à la notification d'attribution. Le montant exécuté est de 5 millions de F CFA pour une programmation de 1,5 millions, soit un taux d'exécution financière de 333,33%.

- **Elaborer et saisir le PPM 2019**

Il était prévu l'élaboration et la saisie du PPM 2019 au cours du 4ème trimestre. En fin de période, le PPM n'est pas disponible. Les taux d'exécution physique et financière sont de 0%.

III.5. Action 5 : Communication

L'objectif opérationnel de l'action est d'« améliorer la communication interne et externe ». Elle comporte trois produits. Le taux de réalisation physique des activités de cette action est de 100% et celui financier de 151,73%.

Tableau 13 : Synthèse de l'exécution physique et financière de l'action 5 par produit

ACTIONS/PRODUITS	Taux de réalisation physique	Montant programmé (millions) (a)	Montant exécuté (millions)			taux de réalisation financière (b/a)*100
			Programmation (b)	hors programmation	total exécuté	
ACTION5 : Communication	100,00%	34,00	51,59	-	51,59	151,73%
Produit 5.1 : Un plan stratégique de communication est élaboré et mis en œuvre (communication sociale, communication intersectorielle et communication institutionnelle)	100,00%	34,00	51,59	0,00	51,59	151,73%

Source : DGESS, 2019.

Dans la suite, il est présenté le bilan des activités de cette action par produit.

Produit 5. 1 : Un plan stratégique de communication est élaboré et mis en œuvre (communication sociale, communication intersectorielle et communication institutionnelle)

- **Finaliser la stratégie de communication du MEA**

Au-delà de la prévision qui était de réaliser à 50%, le document en fin 2018, l'ensemble du document a été élaboré et validé en atelier national le 4 décembre 2018. Le taux d'exécution physique de l'activité est de 100%. Le montant exécuté s'élève à 41,39 millions de F CFA pour une programmation de 20 millions, soit un taux d'exécution financier de 207% eu égard au dépassement en terme de programmation physique.

- **Produire et diffuser le bulletin d'information du MEA**

Pour l'année 2018, il était prévu la production et la diffusion de quatre (04) bulletins d'information du MEA pour un coût de 4 millions de FCFA. Les versions numériques de l'ensemble de ces bulletins sont disponibles et soumises pour impression. Le taux d'exécution physique est estimé à 100% et celui financier également de 100%.

- **Assurer la couverture médiatique des activités du Ministère**

Au cours de l'année 2018, il était programmé la couverture médiatique d'au moins 10 activités du MEA. Au terme de l'année, cet objectif est atteint voir dépassé. En effet, les grands rendez-vous impliquant le MEA, ont fait l'objet de couverture médiatique à travers la presse audio-visuelle, écrite, en ligne ou encore sur la page Facebook du MEA. Il s'agit entre autres des différentes sessions annuelles et à mi-parcours 2018 du CNP, du CSD-EEA et des différents Comités des programmes opérationnels, de la visite du barrage de Koakin, du lancement PNDES-EA 2018, de la conférence publique sur l'AEP de Koubri, etc.

Le taux d'exécution physique de cette activité est de 100%. Sur une programmation financière de 10 millions, le montant exécuté est de 6,2 millions de F CFA, soit un taux d'exécution financière de 62,01%.

- **Animer le site web du Ministère.**

Pour l'année 2018, il était prévu au moins une mise à jour régulière du site du ministère. Au cours de l'année, le site a été régulièrement mis à jour. Le taux d'exécution physique est de 100%. L'activité n'a pas engendré de coût financier.

III.6. Action 6 : Planification, suivi évaluation et capitalisation des données statistiques

L'objectif opérationnel de cette action est d'améliorer la planification des actions et le suivi évaluation de la performance du secteur. Cette action compte six (06) produits. Le taux de réalisation physique des activités de cette action est de 57,22% et celui financier de 24,02%.

Tableau 14 : Synthèse de l'exécution physique et financière de l'action 6 par produit

ACTIONS/PRODUITS	Taux de réalisation physique	Montant programmé (millions) (a)	Montant exécuté (millions)			Taux de réalisation financière (b/a)*100
			Programmation (b)	hors programmation	total exécuté	
ACTION6 : Planification, suivi évaluation et capitalisation des données statistiques	57,22%	120,00	28,83	17,00	45,83	24,02%
Produit 6.1 : Un manuel de suivi-évaluation intégré des programmes de la politique nationale de l'eau est élaboré Elaboration des outils de collecte et de rapportage des cadres de concertations des cinq programmes du MEA		-	-	17,00	17,00	-
Produit 6.2 : Le dispositif de suivi-évaluation de la politique nationale de l'eau est fonctionnel et permet le renseignement des indicateurs retenus y compris les indicateurs d'effet et d'impact ainsi que ceux liés aux aspects transversaux	53,00%	55,00	15,36	0,00	15,36	27,92%
Produit 6.5 : La fonctionnalité de la DGESS est renforcée et cette structure est reconnue comme une force de proposition pour l'amélioration de la qualité statistique des indicateurs et du renforcement de l'analyse prospective	40,00%	40,00	0,70	0,00	0,70	1,75%
Produit 6.6 : La politique nationale, les stratégies et instruments sectoriels sont continuellement adaptés en capitalisant les innovations et les leçons tirées de l'expérience	100,00%	25,00	12,77	0,00	12,77	51,08%

Source : DGESS, 2019.

Dans la suite, il est présenté le bilan des activités de cette action par produit.

Produit 6.1. : Un manuel de suivi-évaluation intégré des programmes de la politique nationale de l'eau est élaboré

- **Elaborer les outils de collecte et de rapportage des 5 programmes du MEA**

Suite aux difficultés rencontrées lors de la collecte de données et de l'élaboration des rapports pour les sessions à mi-parcours 2018, la DGESS en collaboration avec les autres structures responsables de programme du MEA a entrepris une relecture des canevas de rapportage et outils de collecte des instances de pilotage et de dialogue des programmes du MEA. Dans ce sens, l'ensemble des outils de collecte et de rapportage des cinq programmes ont été élaborés et validés en atelier national le 20 Novembre 2018. Par la suite, des sessions d'information et de formation se sont tenues en décembre dans les treize (13) DREA et au niveau central afin de mieux outiller les acteurs de la chaîne de rapportage à l'utilisation de ces outils. Exécuté en hors programmation, l'activité a coûté 17 millions de F CFA.

Produit 6. 2 : Le dispositif de suivi-évaluation de la politique nationale de l'eau est fonctionnel et permet le renseignement des indicateurs retenus y compris les indicateurs d'effet et d'impact ainsi que ceux liés aux aspects transversaux

- **Mettre en place et animer le comité de coordination nationale du dispositif intégré de suivi-évaluation**

Le projet d'arrêté portant création, attributions, composition, organisation et fonctionnement du comité de coordination centrale du DISE a été élaboré. Le taux d'exécution physique est de 50%. Cette phase n'a pas engendré de coût.

Il convient pour la suite d'accélérer le processus de signature de l'arrêté et de rendre disponible les moyens pour animer le comité.

- **Elaborer le Manuel d'exécution du PPS**

L'entière réalisation du manuel était prévue pour le quatrième trimestre de 2018. Seule la rencontre d'examen et d'amendement du rapport de démarrage a été tenue en septembre. Des observations ont été faites à l'endroit du consultant qui devrait les prendre en compte. Cette étape correspond à un taux de réalisation physique de 10%.

Le faible niveau d'exécution de cette activité s'explique par le retard accusé dans le démarrage des activités des consultants et la non réponse aux observations du comité par le Cabinet ainsi que la non transmission des autres livrables (Rapport diagnostic et manuel d'exécution) jusqu'à l'échéance. L'ensemble des activités de suivi ont été entièrement menées et n'a pas engendré de coût.

- **Élaborer un rapport contenant des indicateurs DISE provenant des revues documentaires**

Cette activité n'a pas été réalisée. Les taux d'exécution physique et financier sont de 0%. Cependant, les Termes de Références ont été élaborés.

- **Élaborer le document méthodologique pour le calcul des poids des activités du Ministère**

Cette activité est une des recommandations du premier CASEM 2016. Son objectif est d'harmoniser d'une part l'attribution des poids aux activités et d'autre part le calcul des taux de réalisation des activités. Prévu pour être finalisé au dernier trimestre 2018, aucune évolution n'a été enregistrée. Néanmoins, un projet de document méthodologique a été produit par la DGESS avec un niveau de réalisation de 70%. Les activités restantes sont :

- rencontrer les structures du Ministère pour recueillir leurs amendements
- prendre en compte les amendements et suggestions issues de ces ateliers
- faire valider le document en conseil de cabinet.

- **Finaliser l'annuaire statistique et le tableau de bord 2016**

L'annuaire statistique a été finalisé suite aux amendements et suggestions issus de l'atelier de validation qui s'est tenu le 17 Juillet 2018. Le taux d'exécution physique est de 100%. Le montant exécuté de 4,589 millions de F CFA pour une programmation de 5 millions, soit un taux d'exécution financière de 91,78%.

- **Élaborer l'annuaire statistique et le tableau de bord 2017**

Le projet de rapport de l'annuaire statistique 2017 est disponible. L'élaboration du tableau de bord n'a pas connu de démarrage effectif. Le taux d'exécution physique est de 0%.

- **Élaborer les rapports bilan du Ministère**

Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de ses activités, le MEA élabore quatre (04) rapports bilan trimestriel et annuel des activités. Les quatre (04) rapports bilan prévus ont été élaborés. Le taux d'exécution physique est de 100%. Le montant exécuté est de 1,64 millions de F CFA pour une programmation de 4 millions, soit un taux d'exécution financière de 41,00%.

- **Élaborer le Rapport Annuel de Performance (RAP) 2017 du MEA**

Le rapport annuel de performance (RAP) 2017 du MEA a été élaboré au cours du mois de mai. Le coût de réalisation s'élève à 3,90 millions francs CFA pour une programmation de 7 millions, soit un taux d'exécution financière de 55,83%.

- **Élaborer les rapports bilan du Ministère, tranche fixe, tranches variables (PAPS-EA)**

Le rapport d'évaluation de la performance pour la demande de déblocage des tranches fixe et variables a été élaboré dans le mois d'avril dans le cadre du décaissement des Appuis Budgétaires Sectoriels (ABS). Ce rapport fait l'état de l'atteinte des cibles qui conditionnent les décaissements. Le taux d'exécution financière est de 74,59%, correspondant à un coût de 5,22 millions francs CFA.

- **Elaborer le rapport de la coopération du MEA**

L'activité n'a pas pu être réalisée au cours du quatrième trimestre pour manque de ressource financières.

Produit 6.4. : Le potentiel des TIC est exploité pour le suivi et la diffusion des données du secteur

Dans le cadre de la diffusion des données du secteur, les structures centrales et les DREA procèdent régulièrement au partage d'information à travers leurs pages Facebook, le site www.eaiburkina.org, www.mea.gov.bf et les médias locaux.

Produit 6.5. : La fonctionnalité de la DGESS est renforcée et cette structure est reconnue comme une force de proposition pour l'amélioration de la qualité statistique des indicateurs et du renforcement de l'analyse prospective

- **Elaborer le répertoire des projets et programmes**

Le répertoire a été élaboré au premier trimestre 2018 et indique vingt et un (21) projets et programmes en exécution. Le taux d'exécution physique est de 100%. L'activité n'a pas engendré de coût financier pour une programmation de 2 millions.

- **Élaborer la cartographie des projets et programmes**

L'activité n'a pas pu être réalisée pour insuffisance de ressources. Le taux d'exécution physique est de 0%.

- **Elaborer la cartographie des risques du programme PPS**

L'activité concernait au départ les risques du PPS, mais à l'élaboration, sur instruction des IGS du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement (MINEFID) et du MEA, l'activité a concerné uniquement les risques du programme d'activités de la DGESS. Le taux d'exécution physique est de 100%. Le montant exécuté est de 0,698 millions de F CFA pour une programmation de 8 millions, soit un taux d'exécution financière de 08,73%.

- **Organiser des sessions de formation des points focaux de la DGESS**

Deux (02) séances ont été programmées. L'une au premier trimestre et l'autre au quatrième trimestre. Les Termes de Références (TDR) des sessions de formation sont élaborés. Aucune formation n'a pu se tenir en raison du retard accusé dans la finalisation de la note méthodologique sur le poids des activités et des modules de formation. Les taux d'exécution physique et financière sont de 0%.

- **Organiser une journée de programmation du programme pilotage et soutien**

La journée de programmation du programme pilotage et soutien était prévue pour se tenir au quatrième trimestre 2018 et devrait être précédée de la collecte des données auprès des différents acteurs. Cependant, le processus de collecte des données auprès des acteurs a connu un retard, empêchant ainsi la tenue de la journée de programmation dans les délais.

Produit 6.6. : La politique nationale, les stratégies et instruments sectoriels sont continuellement adaptés en capitalisant les innovations et les leçons tirées de l'expérience

- **Elaborer la Stratégie Nationale de l'Eau**

En 2018, il était prévu l'élaboration et la validation du projet de document de la stratégie. Le 06 décembre 2018, le document a été validé par l'ensemble des acteurs du sous-secteur. Le taux d'exécution physique globale est donc de 100%, celui financier est de 62,43% soit un montant de 9,36 millions francs CFA.

Le document validé a été soumis à la Commission Nationale de Planification du Développement (CNPDP) pour examen. Dans la suite du processus, la CNPDP devrait donner son approbation avant la transmission du document pour adoption.

- **Elaborer le projet annuel de performance 2019-2021 du MEA**

Dans le cadre de l'élaboration du budget programme 2019-2021, le projet annuel de performance 2019-2021 du MEA a été élaboré. Il est composé des projets annuels de performance de chacun des cinq (05) programmes budgétaires. Le taux d'exécution physique est de 100%. Cette activité n'a pas engendré de coût.

- **Elaborer le Plan d'action ministériel de la politique sectorielle EEA**

En 2018, il était programmé l'élaboration du plan d'actions 2018-2020 de la PS-EEA. L'activité a été entièrement réalisée et le taux de réalisation physique est donc de 100%. Le coût engendré est de 3,40 millions francs CFA, correspondant à un taux d'exécution financière de 68,08%.

III.7. Action 7 : Gestion des systèmes d'information, de la documentation et des archives

L'objectif opérationnel de l'action 7 est d'« assurer la gestion des systèmes d'information, la documentation et les archives du ministère ». Elle compte neuf (09) produits. Le taux de réalisation physique des activités de cette action est de 69,22% et celui financier de 27,79%.

Tableau 15 : Synthèse de l'exécution physique et financière de l'action 7 par produit

ACTIONS/PRODUITS	Taux de réalisation physique	Montant programmé (millions) (a)	Montant exécuté (millions)			taux de réalisation financière (b/a)*100
			Programmation (b)	hors programmation	total exécuté	
ACTION7 : Gestion des systèmes d'information, de la documentation et des archives	69,22%	165,50	46,00	7,29	53,29	27,79%
Produit 7.1 : Le MEA dispose d'un schéma directeur informatique	100,00%	15,00	11,00	0,00	11,00	73,33%
Produit 7.2 : Les applications métier du MEA sont développées	76,67%	29,00	11,50	0,00	11,50	39,66%
Produit 7.3 : Toutes les structures du MEA sont connectées au réseau	25,00%	32,00	6,00	0,00	6,00	18,75%
Produit 7.5 : L'exploitation et la maintenance du système informatique du MEA sont assurées	61,28%	37,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
Produit 7.6 : Les capacités du personnel pour l'usage optimal et sécurisé des TIC sont renforcées	100,00%	35,00	11,50	7,29	18,79	32,86%
Produit 7.8 : Toute la masse documentaire du MEA en attente est numérisée	37,50%	7,50	3,00	0,00	3,00	40,00%
Produit 7.9 : Le MEA dispose d'outils de gestion des archives	100,00%	10,00	3,00	0,00	3,00	30,00%

Source : DGESS, 2019.

Dans la suite, il est présenté le bilan des activités de cette action par produit.

Produit 7.1 : le MEA dispose d'un schéma directeur informatique

- **Finaliser le Schéma Directeur Informatique du MEA**

Au cours de l'année 2018, un atelier de restitution des livrables a eu lieu le 2 février 2018. Les consultants ont présenté les résultats des travaux. Les insuffisances majeures ont été soulevées par le comité de suivi de l'étude. Une équipe technique interne a été mise en place pour prendre en compte les insuffisances constatées. Les amendements de l'équipe interne ont permis de finaliser le document. Par la suite l'atelier de validation a eu lieu le 19 Octobre 2018. Le taux d'exécution physique de l'activité est de 100%. Le montant exécuté est de 11 millions de F CFA pour une programmation de 15 millions, soit un taux d'exécution financière de 73%.

Produit 7.2 : les applications métier du MEA sont développées

- **Développer le logiciel de gestion intégrée (base de données) des projets et programmes du MEA**

Pour le développement de la solution, l'infrastructure technique est mise en place à travers l'installation et la configuration des outils de programmation (ORACLE DATABASE, IDE FOMRS). L'étude conceptuelle réalisée en 2017 a été actualisée en vue de prendre en compte la nouvelle réglementation des projets programmes. Par la suite la première version du logiciel a été développée et déployée sur une machine serveur. Enfin, les informations de base des 22 projets programmes ont été saisies dans le logiciel lors d'un atelier de formation des utilisateurs.

Le taux d'exécution physique de l'activité est de 100%. Le montant exécuté est de 9,5 millions de F CFA pour une programmation de 25 millions, soit un taux d'exécution financière de 38%.

- **Développer l'application mobile de la stratégie nationale de l'eau et de ses cinq programmes**

Pour la vulgarisation de la SNE, la DSI a initié le développement d'une application mobile dénommée « SynthèseSNE ». La SNE ayant connu une validation tardive, l'activité a également connu un retard dans sa réalisation. Cependant, un prototype de cette application est disponible. La suite du développement est prévue pour 2019.

A la fin 2018, le taux de réalisation physique de l'activité est estimé 50%. L'activité a été menée sans coûts financiers.

- **Développer l'application WEB et mobile pour le suivi des engagements du PNDES EA**

Pour la réalisation de l'application web de suivi des investissements du PNDES-EA, l'étude conceptuelle a été réalisée. Le développement des différentes fonctionnalités a connu un début. Sur 6 fonctionnalités, 3 ont été développées.

En fin 2018, le taux de réalisation physique de l'activité est estimé 80%. Le montant exécuté est de 2 millions de F CFA pour une programmation de 2 millions, soit un taux d'exécution financière de 100%.

Produit 7.3 : Toutes les structures du MEA sont connectées au réseau

- **Réaliser le câblage et de normaliser les réseaux locaux dans les structures du MEA**

Il s'agissait pour 2018 de réaliser le câblage et de normaliser les réseaux locaux dans quatre (04) structures du MEA. En fin d'année, une seule structure a bénéficié du câblage réseau. Le taux de réalisation physique de l'activité est de 25%. Le montant exécuté est de 6 millions de F CFA pour une programmation de 32 millions, soit un taux d'exécution financière de 18,75%.

La non réalisation du câblage réseau des autres structures s'explique par l'absence des crédits budgétaires car la mise en œuvre effective nécessite le recrutement d'une entreprise. Néanmoins, les études conceptuelles de câblage réseau des structures suivantes (SP/GIRE, DGA, DREA/PCL, DREA/ Hauts bassins et DREA Est) ont été effectuées par la DSI. Ces études effectuées à l'interne permettront l'élaboration des DAO. En perspective, une demande d'accompagnement a été faite à l'adresse du Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes (MDENP) pour permettre le câblage de certaines structures déconcentrées.

Produit 7. 5 : L'exploitation et la maintenance du système informatique du MEA sont assurées

- **Assurer la maintenance du parc informatique du MEA**

Il était prévu pour l'année 2018 d'assurer la maintenance de 665 équipements. En fin d'année 375 équipements ont bénéficié de maintenance. Il s'agit entre autre de la maintenance curative des postes de travail, l'activation et la mise à jour des outils de sécurité (anti-virus), le rétablissement des pannes liées au réseau informatique. Ceci correspondant à un taux d'exécution physique de 56,39%. L'activité a été menée sans coûts financiers.

- **Déployer et rendre opérationnel le logiciel de gestion du courrier**

Pour 2018, il était attendu le déploiement et l'opérationnalisation du logiciel de gestion du courrier (SICO) dans huit (08) structures. En fin d'année, la DAF, la DGESS, la DSI, la DRH et la DCPM ont bénéficié de ce déploiement. Le taux d'exécution physique est de 62,5%. L'activité a été menée sans coûts financiers.

- **Déployer et rendre opérationnel le logiciel de gestion du parc informatique**

Pour l'opérationnalisation du logiciel de gestion du parc informatique, il était prévu pour 2018, de parvenir à deux inventaires du parc informatique réalisé avec le logiciel. En fin d'année, un inventaire est réalisé, il s'agit de l'inventaire initial qui a concerné les 49 machines de la dotation de la Chine Taïwan et de quelques machines des structures centrales.

Le taux d'exécution physique de l'activité est de 50%. L'activité a été menée sans coûts financiers.

- **Administrer le sous domaine de la messagerie gouvernementale du MEA**

L'administration du sous domaine de la messagerie gouvernementale est effective. La plateforme de messagerie professionnelle « eau.gov.bf » est l'espace dédiée aux échanges du personnel du MEA. L'activité n'a pas engendré de coût financier.

- **Assurer l'administration du site web du ministère**

L'activité a été réalisée. Le taux d'exécution physique de l'activité est de 100%. L'activité n'a pas engendré de coût financier.

Produit 7.6. : Les capacités du personnel pour l'usage optimal et sécurisé des TIC sont renforcées

- **Former les cadres du ministère aux logiciels usuels récents**

Il était prévu en 2018 la formation de 30 cadres aux logiciels usuels récents. En fin d'année les prévisions ont été dépassées avec 33 cadres formés aux logiciels (office Word et gestion de courrier). Sur les 33 cadres formés, 28 sont de sexe féminin. Le taux d'exécution physique de l'activité est de 100%. Le montant exécuté est de 7 millions de F CFA pour une programmation de 15 millions, soit un taux d'exécution financière de 46,67%.

- **Former et sensibiliser le personnel du MEA en sécurité informatique**

Il était prévu en 2018 la formation de 30 cadres en sécurité informatique. En fin d'année les prévisions ont été dépassées avec 83 cadres formés.

Le taux d'exécution physique de l'activité est de 100%. Le montant exécuté est de 4,5 millions de F CFA pour une programmation de 20 millions, soit un taux d'exécution financière de 22,5%.

Des activités de renforcement des capacités sur les TIC ont également été menées au niveau régional. Au total, huit (08) sessions de formation ont eu lieu dans huit (08) régions avec la participation de 43 agents dont 13 femmes pour un coût global de 7,29 millions de F CFA. Le tableau suivant présente la situation par région.

Tableau 16: Situation des renforcements de capacité pour l'usage et sécurité des TIC dans les régions

REGION	Types de formation	Nombre de sessions organisées	Nombre bénéficiaires			Montant engagé
			F	H	Total	
BOUCLE DU MOUHOUN	Formation des web correspondants du site eaurkina.org	1	0	1	1	
CASCADES	Formation sur MS Project	1	3	9	12	3,08
	Formation sur le système d'information géographique (SIG) à travers son application sous ArcGis	1	3	9	12	3,22
	Formation sur le site web www.eaurkina.org	1	0	1	1	-
CENTRE	Conception de base de données sous ACCESS	1	6	8	14	0,995
CENTRE-NORD	Formation des web correspondants du site eaurkina.org	1	0	1	1	-
SAHEL	Formation des correspondants Web du ministère de l'eau et l'assainissement sur l'utilisation des TIC	1	1	0	1	-
SUD-OUEST	Formation des correspondants du site www.eaurkina.org	1	-	1	1	-
TOTAL		8	13	30	43	7,29

Source : Rapports bilan régionaux du Programme Pilotage et Soutien, 2018.

Produit 7.7. : Le MEA dispose d'un réseau d'archivage et de documentation

En 2017, un atelier organisé par la Direction des Archives et de la Documentation du MEA a abouti à la mise en place d'un réseau des archivistes des structures centrales et déconcentrées du MEA. Ce réseau a pour objectif principal de créer une synergie d'actions entre tous les archivistes du ministère dans le but de faciliter la mise en place et la pérennisation des centres de documentation au sein de toutes les DREA. En 2018, une rencontre d'évaluation des actions menées par le réseau a eu lieu et des propositions ont été faites dans le sens de la pérennisation et de l'amélioration des centres de documentation.

Produit 7.8 : Toute la masse documentaire du MEA en attente est numérisée

- **Traiter toutes les archives du Cabinet, du Secrétariat General, de la DMP la DSI stockées à la DAD**

Il était prévu pour l'année 2018, le traitement de toutes les archives du Cabinet, du Secrétariat General, de la DMP et de la DSI stockées à la DAD. En fin d'année, sur un total de 1 875 m linéaires (15 000 boîtes d'archives) à traiter, 993 m linéaires (7 950 boîtes d'archives) ont pu être traités. En plus de cela, plusieurs autres activités ont été menées dans le cadre de cette action. Le taux d'exécution physique de l'activité est estimé 75%. Le montant exécuté est de 3 millions de F CFA pour une programmation de 7 millions, soit un taux d'exécution financière de 46,67%.

- **Organiser une formation à l'endroit des responsables sur l'importance des Archives**

L'activité n'a pas pu être réalisée par manque de ressources financières.

Au niveau régional il est noté la mise en œuvre de quelques activités rentrant dans le cadre de numérisation des documents du MEA. Il s'agit notamment de la numérisation des rapports d'activités, des agréments techniques, des fiches techniques sur les ouvrages d'AEPA et de mobilisation des ressources en eau, des CD, etc. dans la Boucle du Mouhoun et le Centre-Nord.

Plusieurs DREA ne disposant pas d'archiviste n'ont pas pu mener d'activités dans ce sens. Pour certaines DREA, les documents sont en cours de numérisation à la Direction des Etudes et de l'Information sur l'Eau (DEIE).

Produit 7.9 : Le MEA dispose d'outils de gestion des archives

- **Elaborer et valider les outils de gestion des Archives avec la participation de tous les membres du réseau**

Il était prévu pour l'année 2018, la mise en place de cinq (05) outils de gestion des archives. Ces outils ont été mis en place. Le taux d'exécution physique de l'activité est de 100%. Le montant exécuté est de 3 millions de F CFA pour une programmation de 10 millions, soit un taux d'exécution financière de 33,33%.

III.8. Action 8 : Renforcement de l'intégration du Genre et des Droits Humains dans le secteur de l'eau

L'objectif opérationnel de l'action est d'« assurer une prise en compte effective du genre et des droits humains dans le secteur eau et assainissement ».

Aucune activité n'avait été programmée à ce titre. Toutefois, des actions ont été mise en œuvre notamment par la cellule genre du MEA et par des DREA au titre respectivement des produits 8.1 et 8.2.

Produit 8.1. : Le document de stratégie pour la promotion du Genre et des Droits humains dans le secteur de l'eau est élaboré et mis en œuvre

La cellule genre du MEA, a au cours de l'année 2018 mener deux activités en vue d'une appropriation de celle-ci par les structures du MEA. Il s'est agi :

- D'une tournée de présentation et d'échanges de la cellule avec les différentes structures centrales du MEA (DGESS, DRH, DCPM, Cabinet, DSI, DGEP, DGA, SP/GIRE, DGIH, DGRE, ONEA ;
- D'une tournée de présentation et d'échange de la cellule avec les DREA (Boucle du Mouhoun, Cascades, Centre-Ouest, Hauts-Bassins, Nord et Sud-Ouest) et également avec les agences de l'eau des Cascades et du Mouhoun.

Le coût de ces activités s'élève à 1,799 millions de F. CFA

Produit 8. 2 : Des actions de veille citoyenne, de contrôle citoyen de l'action publique, d'interpellations des autorités publiques et de revendication sont promues

Tableau 17 : Bilan des actions de promotion de la veille citoyenne et d'interpellation dans les régions

REGION	ACTION	STRUCTURE DE MISE EN ŒUVRE
BOUCLE DU MOUHOUN	Organisation de sessions de formation sur l'Approche Fondée sur les Droits Humains (AFDH) à l'endroit des services techniques (DREA-BMH ; ONEA...), des conseillers communaux et régionaux, des acteurs de la société civile, des associations et des AUE	SPONG
	Mise en place des cellules de veille citoyenne dans les communes de Dédougou et Nouna	SPONG
CASCADES	Journée de redevabilité communale	Communes
	Veille citoyenne sur la gestion des fonds transférés par l'Etat.	Communes de Banfora et Centre Information, de Formation et d'Etudes sur le Budget (CIFOEB)
CENTRE	Formation des AUE, des COGES, des CVD et des enseignants sur l'hygiène des ouvrages hydrauliques et sur la gestion des ouvrages hydrauliques conformément à la Reforme	ASMADE
	Campagne de sensibilisation de la population sur l'utilisation des produits dérivés de l'assainissement dans le domaine de l'agriculture	Commune rurale de Komki-Ipala
	Campagne de sensibilisation des populations sur l'Eau, l'Hygiène et l'Assainissement	Commune rurale de Pabré/Croix Rouge Luxembourgeoise (CRL)
	Mise en place et formation du Conseil Communal sur L'Eau	Commune rurale de Pabré/Croix Rouge Luxembourgeoise (CRL)
	Atelier de sensibilisation des AUE et des CVD de la commune de Komsilga sur la gestion des ouvrages hydraulique	Commune rurale de Komsilga
	Promotion de l'IEC dans le cadre de la réalisation des latrines familiales	ASMADE,OCADES, Communes rurales de Komsilga, Komki-Ipala et Tanghin Dassouri
	Promotion de l'IEC dans le cadre de la réalisation des blocs de latrines dans les écoles	DREA-CEN et ASMADE
	Dotation de 34 dispositifs de lavage des mains à la mairie, aux écoles et CSPS de la commune de Komsilga	ASMADE
	Formation des AUE de la commune de Koubri sur la gestion des ouvrages hydrauliques	OCADES
	Formation et équipement des relais villageois en hygiène et assainissement de la commune de Koubri	OCADES
CENTRE-NORD	Organisation de sessions de formation sur l'Approche Fondée sur les Droits Humains (AFDH) à l'endroit des services techniques (DREA-CNR ; ONEA...).	SPONG

REGION	ACTION	STRUCTURE DE MISE EN ŒUVRE
CENTRE-OUEST	Sit-in effectué contre les coupures d'eau et d'électricité à Koudougou par la coalition provinciale de lutte contre la vie chère, la corruption, la fraude, l'impunité et pour la liberté (CCVC)	CCVC
EST	Espace de Dialogue Communautaire à Tibga	CifoEB
	Espace de Dialogue Communautaire à Diapaga	CifoEB
NORD	Cadre de Concertation Communale	Ouindigui, Titao, Tangaye
	Espace de Dialogue et d'Interpellation Communautaire	Titao, Gourcy, Bassi, Tangaye
PLATEAU-CENTRAL	Cadre de concertation communal financé par Labo-citoyenneté	Commune de Boussé
	Cadre de concertation communal financé par Labo-citoyenneté et la coopération nouvelle Aquitaine	Boudry
SAHEL	La DREA a reçu plusieurs fois des délégations des communautés villageoises pour s'imprégner de l'état d'avancement des travaux se réalisant dans leur village	Conseil Villageois de Développement
	Organisation de sessions de formation sur l'Approche Fondée sur les Droits Humains (AFDH) à l'endroit des services techniques (DREA-SHL)	SPONG
	Des demandes de réalisation des forages et assainissements pour la réalisation des ouvrages dans les localités	Communes
	Plaintes concernant la réparation des forages en panne	Communes
	Interpellation sur le comportement de certains gestionnaires d'AEPS	Communes
	Plaintes sur la facturation	ONEA-Dori
	Plaintes sur les coupures d'eau	ONEA-Dori, Djibo, Gorom-Gorom
SUD-OUEST	Organisation d'une journée de dialogue communale	Commune de Ouessa, Dano, Oronkua, Tiankoura, Iolonioro, Koper
	Organisation des journées de redevabilité	Commune de Bondigui, Loropeni
	Organisation d'un dialogue social	Commune de Gaoua
	Sensibilisation sur les conflits communautaires	Commune de Nako
	Formation des agents de la DREA sur l'AFDH	SPONG

Source : Rapports bilan régionaux du Programme Pilotage et Soutien, 2018

III.9. Action 9 : Promotion du partenariat

L'objectif opérationnel de l'action est d'« améliorer l'environnement d'intervention des acteurs du secteur ». Neuf (09) produits sont définis dans le cadre de cette action. Le taux de réalisation physique des activités de cette action est de 62,50% et celui financier de 90,01%.

Tableau 18 : Synthèse de l'exécution physique et financière de l'action 3 par produit

ACTIONS/PRODUITS	Taux de réalisation physique	Montant programmé (millions) (a)	Montant exécuté (millions)			Taux de réalisation financière (b/a)*100
			Programmation (b)	hors programmation ©	total exécuté d=(b+c)	
ACTION9 : Promotion du partenariat	62,50%	67,28	60,56	100,40	160,96	90,01%
Produit 9. 1 : Un cadre de dialogue spécifique entre le ministère en charge de l'eau et le secteur privé est établi et fonctionne	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00	-
Produit 9. 3 : Les initiatives des collectifs professionnels du secteur privé sont accompagnées	-	0,00	0,00	36,12	36,12	-
Produit 9. 7 : Les capacités et compétences nécessaires aux ONG affiliées au Ministère chargé de l'eau et de l'assainissement sont renforcées	-	0,00	0,00	64,28	64,28	-
Produit 9. 9 : Produit 9. 9 : Les ONG et associations affiliées au Ministère chargé de l'eau et de l'assainissement contribuent au développement des services et assurent la veille et le contrôle citoyen et la pression citoyenne sur les autorités publiques (pour le Genre, les Droits humains, la reconnaissance des enjeux du secteur par les autorités politiques, etc.)	83,33%	67,28	60,56	0,00	60,56	90,01%

Source : DGESS, 2019.

Dans la suite, il est présenté le bilan des activités de cette action par produit.

Produit 9.1. : Un cadre de dialogue spécifique entre le ministère en charge de l'eau et le secteur privé est établi et fonctionne

- **Élaborer le répertoire des ONG/AD et Mettre en place un cadre concertation entre le ministère et les ONG et associations intervenant dans les domaines de l'eau et de l'assainissement**

L'activité n'a pas été réalisée.

Produit 9.3. : Les initiatives des collectifs professionnels du secteur privé sont accompagnées

Dans le cadre de l'accompagnement des professionnels du secteur privé, il a été mis en œuvre au niveau régional un ensemble d'activités pour un coût estimatif de 36,12 millions de F CFA. La situation est présentée dans le tableau suivant.

Tableau 19 : Accompagnement des initiatives des professionnels du secteur privé dans les régions

REGIONS	Type d'appui/accompagnement Prévus	Structure	Profil des Bénéficiaires	Nombre d'acteurs du privé bénéficiaires	Montant engagé (millions)
BOUCLE DU MOUHOUN	Formation des Artisans Réparateurs (AR) sur l'entretien des Pompes à Motricité Humaine (PMH) et sur la réforme	DREA-BMH	Artisans réparateurs	70	9,80
	Formation des maçons pour la construction des latrines	PHA/BID-UEMOA	Maçons	111	2,71
	Formation des AR sur l'entretien des PMH		Artisans réparateurs	23	
	Formation des maintenanciers sur la contractualisation avec les communes	DREA-BMH	Les maintenanciers, les SG de communes et les comptables	24	2,00
CENTRE	Mise à disposition des fiches Installations, Ouvrages, Travaux et Activités (IOTA) aux entreprises en charge de la réalisation des forages	DREA-CEN	Entreprise de production d'eau préemballée de la région du centre.	30	-
CENTRE-EST	Formation sur la gestion des Point d'eau	Association DAKUPA	Maintenanciers	12	7,54
	formation des Maçons sur les constructions des ouvrages d'assainissement		Maçons	6	
	Formation des services techniques, municipaux et des maintenanciers sur la réforme du système de gestion des ouvrages hydrauliques en milieu rural		Maintenanciers Animateurs de DAKUPA	11	
	Formation des hygiénistes sur la promotion de l'hygiène et Assainissement	Commune de Tenkodogo	Hygiénistes	15	0,41
	Formation des Maçons		maçons	7	0,38
	Renouvellement des AUE	OCADES Koupéla	AUE des communes de Pouytenga et Andemtenga	43	3,56
	Recyclage des maintenanciers		Maintenanciers de Pouytenga et de Andemtenga	6	0,23

REGIONS	Type d'appui/accompagnement Prévus	Structure	Profil des Bénéficiaires	Nombre d'acteurs du privé bénéficiaires	Montant engagé (millions)
	Tenue d'un cadre de concertation des acteurs de l'eau		Les acteurs de l'eau dans les communes de Pouytenga et Andemtenga	-	1,79
CENTRE-NORD	Appui à CC-Bam dans la formation de maintenanciers des communes du Bam	DREA	Artisans réparateurs	19	-
	Appui à l'ONG ATAD dans la formation d'AUE et d'Artisans Réparateurs de 03 communes	DREA	Artisans réparateurs	5	-
	Appui à la mairie de Kaya dans la redynamisation des AUE de tous les villages de la commune à travers une formation sur la réforme et l'identification des goulots d'étranglements avec l'ensemble des acteurs.	DREA	AUE	-	
CENTRE-OUEST	Formation	DREA	Maintenanciers/Artisans réparateurs	100	7,70
CENTRE-SUD	Renforcement de la capacité opérationnelle des maintenanciers	PROGEA II	Artisans réparateurs agréés par la DREA-CSD	100	-
EST	Organisation et tenue de la foire de l'Eau	Initiative Eau et Fondation Barka	Population	70	-
SUD-OUEST	Formation des artisans maçons pour la réalisation des préfabriqués des ouvrages d'assainissement	PEA GIZ	Artisans maçons	-	-
	Formation des artisans réparateurs pour la maintenance des PMH de marque INDIA	DREA	Artisans réparateur	134	-
TOTAL				786	36,12

Source : Rapports bilan régionaux du Programme Pilotage et Soutien, 2018.

Produit 9.7 : Les capacités et compétences nécessaires aux ONG affiliées au Ministère chargé de l'eau et de l'assainissement sont renforcées

Les ONG/AD, affiliées au MEA ont bénéficié d'accompagnement de nature diverses au cours de 2018 pour un coût estimatif de 64,28 millions de F CFA.

Tableau 20 : Situation de l'accompagnement des ONG affiliées au Ministère chargé de l'eau et de l'assainissement dans les régions

REGION	Type d'appui/accompagnement prévus	Structure	Nombre d'ONG /Associations bénéficiaires	Nombre de participants	Montant engagé (millions)
CENTRE	Ciblage d'AEPS pour l'expérimentation d'un dispositif de chloration	IRC	1	100	-
CENTRE-NORD	Formation des enseignants et autres acteurs de l'éducation sur la gestion hygiénique des menstrues (GHM) en milieu scolaire	Plan Inter BF (8 889 320) et Plan Allemagne 5 718 900	Enseignants, Encadreurs pédagogiques/ CCEB, Points focaux DPEIEFG/ DPEPPNF et DREPPNF	116	14,61
	Formation des APE/AME sur la gestion hygiénique des menstrues (GHM) et la Violence basée sur le genre en milieu scolaire (VBGMS)	Plan Inter BF (363 400), Plan Allemagne (228 200) et USNO (932 500)	APE/ AME, Partenaires associatifs	27	1,52
	Organisation d'un atelier de formation technique des maintenanciers du Bam	CC-Bam	Les 09 communes du Bam	-	1,11
	Organisation d'un atelier d'échanges sur la mise en place des Cadres de concertation des acteurs de l'eau et de l'assainissement (CCEA)	CC-Bam	Les 09 communes du Bam	-	0,44
	Organisation d'un atelier de réflexion sur la gestion des systèmes d'AEPS dans le Bam	CC-Bam	Les 09 communes du Bam	-	1,17
	Formation sur la gestion hygiénique des menstrues	CRS/ Kom-Yilma 2, Les 9 communes du Bam	CCEB, CPI, enseignants des 70 écoles primaires et agents de santé couvrants les villages de ces écoles	275	-
	Formation sur la gestion hygiénique des menstrues	CRS/ Kom-Yilma 2, Les 11 communes du Sanmatenga	CCEB, CPI, enseignants des 147 écoles primaires et agents de santé couvrants les villages de ces écoles	338	11,21
	Formation au suivi de la réalisation des points d'eau	CRS/ Kom-Yilma 2, Toutes les communes du Bam et du Sanmatenga	7 personnes par communauté scolaire (2 enseignants, 1 COGES, 1 APE, 1 AME, 1 CVD, 1 AUE) + le CCEB + Charges des infrastructures de la DPEPPNF	534	-

REGION	Type d'appui/accompagnement prévus	Structure	Nombre d'ONG /Associations bénéficiaires	Nombre de participants	Montant engagé (millions)
	Formation sur la gestion et l'entretien des points d'eau et des latrines scolaires	CRS/ Kom-Yilma 2, Toutes les communes du Bam et du Sanmatenga	15 personnes par communauté scolaire (6 personnes du comité WASH de l'école dont le directeur d'école, + 4 personnes du club WASH+ 2 autres enseignants + 3 membres de l'AUE)	354	15,548
CENTRE-OUEST	Formation	DREA-COS	ONG-APS et les CAV/Q	332	
HAUTS-BASSINS	Appui à la supervision des travaux	DREA	4	-	-
SAHEL	Suivi de la réalisation et réhabilitation de forages	REGIS-ER	1	5	1,4
	Suivi de la réalisation et réhabilitation de forages	OCADES	1	1	0
	Suivi de la réalisation de forages	CRUS	1	2	0,41
	Mise en œuvre de l'ATPC dans les villages de Bouloye et Selbo dans la commune de Dori	PAM	1	6	3,79
	Suivi de la réalisation et réhabilitation de forages et de latrines institutionnelles	UNICEF	2	14	12,56
	Formation et suivi des AUE des communes de Gorom-Gorom et Falagountou	ECED-S	1	85	0,53
	Formation des AUE de Baraboulé	APESS	1	27	0,2
	Formation des formateurs sur la réforme des points focaux du projet PHA	Croix Rouge Burkinabé	1	12	0,2
TOTAL				2 228	64,28

Source : Rapports bilan régionaux du Programme Pilotage et Soutien, 2018.

Produit 9. 9 : Les ONG et associations affiliées au Ministère chargé de l'eau et de l'assainissement contribuent au développement des services et assurent la veille et le contrôle citoyen et la pression citoyenne sur les autorités publiques (pour le Genre, les Droits humains, la reconnaissance des enjeux du secteur par les autorités politiques, etc.)

- **Organiser deux colloques entre les principaux générateurs de connaissances dans les domaines prioritaires identifiés**

Un colloque a été organisé par IRC en collaboration avec le MEA sur le thème : « Vers l'hygiène et l'assainissement durables pour tous ». Le taux d'exécution physique est de 50%. Le montant exécuté est de 56,91 millions de F CFA pour une programmation de 53,4 millions, soit un taux d'exécution financière de 106,58%.

- **Concevoir une application pour la cartographie des acteurs du secteur et assurer la mise à jour progressive des informations**

Avec pour objectif de cartographier les acteurs intervenant dans le sous-secteur de l'eau et de l'assainissement, cette activité a été réalisée uniquement dans deux (02) régions (Cascades et Sud-Ouest) pour des raisons de financement. Un consultant a été recruté à cet effet pour développer une plateforme en ligne pour la cartographie. La plateforme a été élaborée par le consultant et mis en ligne par la DSI sur le SIGASPE dans un premier temps. La formation des administrateurs pour prendre en main la gestion de la plateforme s'est tenue au cours du quatrième trimestre. Le taux d'exécution physique est de 100%. Le montant exécuté est de 3,643 millions de F CFA pour une programmation de 7 millions, soit un taux d'exécution financière de 52,04%.

- **Assurer la veille, la compilation régulière et la dissémination des produits de capitalisation**

Pour la mise en œuvre de cette activité, une session de formation sur la Gestion des Connaissances et Apprentissage Sectoriel (GCAS) a eu lieu à Ouagadougou du 22 au 24 octobre 2018. La capitalisation des documents est en cours.

Le taux d'exécution physique est de 100%. L'activité n'a pas engendré de coût.

Au niveau régional les actions suivantes ont été menées au titre de ce produit :

- **Dans la Boucle du Mouhoun :** les ONG/AD des communes de Dédougou et Nouna se sont organisées et ont mis en place des cellules de veille citoyenne sous le leadership du SPONG et des radios locales. D'ores et déjà, ces structures ont fait un plaidoyer lors de la Journée mondiale des Toilettes (JMT 2018) pour, l'accroissement des services d'assainissement dans la région. Par ailleurs, des initiatives devraient être prises à partir de l'année 2019 pour mener des actions de pression citoyenne sur les autorités politiques et sur les services techniques en charge des questions d'eau et d'assainissement.
- **Au Plateau-Central :** Labo-citoyennetés a financé les communes de Boudry et de Bousé pour la tenue de cadre de concertation communale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

IV. SITUATION D'EXECUTION DES MARCHES DU PROGRAMME

Au total, 34 marchés étaient inscrits dans la mise en œuvre du PPM. Au 31 décembre 28 marchés sont lancés, soit un taux de 82,35%.

Tableau 21 : Etat de mise en œuvre du PPM 2018 du programme

Structures	Mode de passation des marchés					Total de marchés inscrits dans le plan de passation	Etat d'exécution		
	Appels d'offres	Demande de prix	Manifestation d'intérêt +Demande de proposition	Demande de cotation	Entente directe		Lancés	Non lancés	Taux de lancement (%)
DGESS	2	3	1	1	1	8	3	5	37,50%
DAF	2	5	0	14	4	26	25	1	96,15%
Total	4	8	1	15	5	34	28	6	82,35%

Source : DMP-MEA.

V. SITUATION DES INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

La situation des indicateurs de performance retenus dans la mise en œuvre du programme se présente comme suit :

Tableau 22 : Situation des indicateurs du programme au 31 décembre 2018

Code DISE	Indicateurs	Cible 2018	réalisation 2018	Responsable	Commentaire
	Taux global de réalisation des résultats attendus des programmes sectoriel (%)	-	67,08%	DGESS	
Action 1 : Pilotage et coordination des actions du ministère					
	Taux de respect des délais de tenue des cadres de concertation		92,5%	DGESS	
1G1	Proportion des financements acquis du PGEA		NA		
1G4	Proportion des financements acquis de la SNE		NA		
2G1	Proportion de rencontres statutaires tenues	100%	97,62%	DGESS	41 rencontres statutaires ont été tenues (CSD, CNP, CR, CRP, CASEM) sur 42. En 2018, un seul CASEM sur deux a été tenue.
3G1	Taux de mise en œuvre des recommandations issues des rencontres statutaires	60%	27,22%	DGESS	
1G2	Proportion des fonds publics AEPA transférés aux collectivités territoriales	-	15,90%	DAF	Montant théorique AEPA transféré aux communes/budget Eau Potable et Assainissement
3G2	Proportion de communes ayant fait des accords d'intercommunalité ou des formes ad hoc de mutualisation		NA		
4G3	Taux de mise en œuvre des recommandations issues des audits	100%	NA	DGESS	
Action 2 : Communication					

Code DISE	Indicateurs	Cible 2018	réalisation 2018	Responsable	Commentaire
	Taux de couverture médiatique des activités	-	100%	DCPM	les activités majeures du secteur ont fait l'objet de couverture médiatique au cours de 2018
	Proportion d'outils produits et diffusés	-	100%	DCPM	
2G4	Nombre d'émissions radio-télévisées diffusées sur l'eau, l'hygiène et l'assainissement	-	34	DGESS	il s'agit de la capitalisation des données aux niveau régional
2G5	Nombre de campagnes de plaidoyer sur les questions d'Eau et d'assainissement réalisées	-	11	DGESS	il s'agit de la capitalisation des données aux niveau régional
Action 3 : Gestion des ressources matérielles et financières					
	Taux d'exécution du budget d'investissement du MEA (partie rural)	96%	92%	DAF	La cible n'est pas atteinte. Cet indicateur est véritablement porté par les DREA qui peuvent faire un commentaire
	Taux d'exécution du budget d'investissement de l'ONEA (urbain)	90%	51,12	ONEA	Ce taux relativement moyen est lié au retard accusé dans le processus de passation des marchés.
	Taux d'exécution du budget	83%	89,30%	DAF	
1G6	Taux d'exécution financière des fonds publics AEPA transférés aux collectivités territoriales	-	72,82%	DGESS	Au total, 2 300 000 000 FCFA ont été transférés aux communes au titre de l'année 2018 pour l'AEPA. En fin 2018, 1 674 951 339 ont été exécutés.
	Pourcentage du budget AEPA et GIRE du MEA exécuté localement (DREA, AE et communes)	70%	89,89%	DGESS	Au total, 8 516 503 FCFA ont été transférés au niveau déconcentrés pour investissement (DREA, GIRE et Communes) et 7 656 835 770 ont été exécutés et liquidés,
3G1	Proportion de communes disposant d'un service technique minimum en AEPA		NA	DGESS	
1G3	Taux d'exécution du budget du programme gouvernance du secteur eau et assainissement base engagement	-	46,43%	DAF/DGESS	

Code DISE	Indicateurs	Cible 2018	réalisation 2018	Responsable	Commentaire
1G5	Taux d'exécution du budget de la SNE base engagé visé		NA	DAF/DGESS	
Action 4 : Gestion des marchés publics					
2G8	Taux d'exécution du Plan de passation des marchés (PPM)	95%	97,33%	DMP	
Action 5 : Planification, suivi évaluation et capitalisation des données statistiques					
	Proportion de rapports de performance élaborés dans les délais	100%	100%	DGESS	
	Taux global de réalisation des résultats attendus du programme	80%	74,62%	DGESS	l'insuffisance de ressources financières, les régulations budgétaires intervenues au cours de l'année n'ont pas permis la réalisation de plusieurs activités programmées
4G5	Taux de renseignement des indicateurs de suivi-évaluation intégré des programmes de la Politique Nationale de l'Eau	100%	NA	DGESS	Indicateurs non encore mis en œuvre
2G6	Nombre d'audits réalisés sur les finances, l'organisation, les processus		NA	DGESS	
Action 6 : Gestion des ressources humaine					
1G7	Taux de satisfaction des besoins en personnel des programmes	70%	83,22%	DRH	
	Proportion d'agents formés		100%	DRH	
Action 7 : Gestion des systèmes information, de la documentation et des archives					
	Taux de satisfaction de la qualité du service informatique	70%	71%	DSI	
	Taux de satisfaction de la gestion de la documentation et les archives du ministère	70%	100%	DAD	

Code DISE	Indicateurs	Cible 2018	réalisation 2018	Responsable	Commentaire
Action 8 : Renforcement de l'intégration du Genre et des Droits Humains dans le secteur de l'eau					
4G6	Taux de participation des femmes aux rencontres statutaires du secteur de l'Eau et de l'Assainissement	-	NA	DGESS	Indicateurs non encore mis en œuvre
	Taux de participation des hommes aux rencontres statutaires du secteur de l'Eau et de l'Assainissement	-	NA	DGESS	Indicateurs non encore mis en œuvre
	Taux de participation des jeunes aux rencontres statutaires du secteur de l'Eau et de l'Assainissement	-	NA	DGESS	Indicateurs non encore mis en œuvre
	Taux de participation des personnes âgées aux rencontres statutaires du secteur de l'Eau et de l'Assainissement	-	NA	DGESS	Indicateurs non encore mis en œuvre
4G7	Nombre de plaintes enregistrées au niveau des débiteurs d'obligations	-	NA		Indicateurs non encore mis en œuvre
Action 9 : Promotion du Partenariat					
4G4	Proportion des communes couvertes par un PPP pour le développement des services d'AEPA	-	70,90%	DGESS	Sur 351 communes, 246 ont en 2018, des AEPS sous contrat de délégation,
2G3	Nombre de contrats PPP signés dans le secteur de l'eau et de l'assainissement	-	128	DGESS	128 contrats ont été signés en 2018

Source : DGESS, 2018.

Au regard des insuffisances dans le renseignement des indicateurs, il est nécessaire d'accélérer l'implémentation des indicateurs et à l'établissement d'une situation de référence.

VI. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS

Sur les quatre (04) recommandations issues des différents cadres passés, deux (02) sont en cours de réalisation, les deux autres n'ont pas connu de début de mise en œuvre. La situation est présentée dans le tableau suivant.

Tableau 23 : Mise en œuvre des recommandations issues du CNP et du CSD

Recommandations	Echéance de mise en œuvre	Etat de mise en œuvre	Structures responsables	Commentaires
Recommandation issue du Comité National de Pilotage (CNP)				
Réaliser un audit technique et financier des fonds transférés aux communes	Octobre 2017	non réalisée	DGESS	Le manque de ressource n'a pas permis la mise en œuvre de cette recommandation. Toutefois, il est envisagé sa mise en œuvre en 2019 à travers l'appui de l'assistance technique.
Recommandations issues du cadre sectoriel de Dialogue »Environnement, Eau et Assainissement » CSD				
Organiser des cadres d'échange avec le secteur privé sur la qualité des ouvrages et le respect des délais.	décembre 2018	en cours	DMP	Un projet d'arrêté pour la mise en place d'un cadre de concertation entre le ministère et le secteur privé a été élaboré. Il s'agira de le valider de concert avec le secteur privé et le faire adopté. Ce cadre permettra d'échanger sur la qualité des ouvrages et le respect des délais. Par ailleurs, des rencontres d'échanges ont eu lieu en le Ministre de l'eau et les attributaires des marchés de 2018.
Mettre en conformités les cadres de pilotage et de dialogue du secteur (Comités d'Orientation, Comité de Revue, CNP ...) avec la nouvelle réglementation des Projets et Programmes	décembre 2018	en cours	DGESS	Conformément à la nouvelle réglementation des projets et programmes, les arrêtés portant création et organisation et fonctionnement des comités de revues (CR) des programmes budgétaires du MEA ont été signés. Les sessions à mi-parcours des différents CR ont été tenues au cours du mois de Juillet. Les arrêtés pour les autres ministères (MEEVCC et MUH) sont en cours de signature. En perspectives, il s'agira d'actualiser le document d'organisation des cadres de pilotage, de dialogue et de concertation du secteur « eau et assainissement ».
Elaborer une stratégie de mobilisations des financements de la Politique Sectorielle « Environnement, Eau et Assainissement ».	décembre 2018	non réalisé	DGESS (MEA/MEEVCC/ MUH)	Les termes de références pour le recrutement du consultant sont en cours d'élaboration

Source : DGESS, 2018.

VII. FINANCEMENT 2018 DU PLAN D'ACTION DU PROGRAMME

Suivant les programmations financières dans le plan d'action 2016-2020 du programme, il ressort un coût de 5 615,65 millions de F CFA pour 2018. En fin d'année, les ressources mobilisées dans la mise en œuvre des activités du programme sont estimées à 776,51 millions de F CFA, soit un taux de financement de 13,83%. Ce faible niveau de mobilisation nécessite de redoubler d'efforts dans la mobilisation des ressources pour l'atteinte des objectifs du programme. Le tableau suivant présente le niveau de financement du programme par action.

Tableau 24 : Financement 2018 du programme

Actions	Coût du programme (a)	MONTANT EXECUTES (en millions de F CFA)			Gap de financement e=(a-d)	Taux de financement (d/a)*100
		Programmation (b)	Hors programmation ©	Total (d)		
Action 1	1 327	190,08	172,41	362,49	964,51	27,32%
Action 2	542	38,41	0,00	38,41	503,59	7,09%
Action 3	158	34,01	8,46	42,47	115,53	26,88%
Action 4	14	14,70	4,97	19,67	5,67	140,50%
Action 5	59	51,59	0,00	51,59	7,41	87,44%
Action 6	1 414,75	28,83	17,00	45,83	1 368,92	3,24%
Action 7	991	46,00	7,29	53,29	937,71	5,38%
Action 8	160	-	1,80	1,80	158,20	1,13%
Action 9	950	60,56	100,40	160,96	788,94	16,95%
TOTAL	5615,65	464,17	312,34	776,51	4 839,14	13,83%

Source : DGESS, 2018.

VIII. DIFFICULTES RENCONTREES ET PROPOSITION DE SOLUTIONS ET DE RECOMMANDATIONS

Les difficultés majeures rencontrées dans la mise en œuvre du programme d'activités au cours de l'année ainsi que des propositions de solutions et de recommandations sont présentées ci-dessous.

VIII.1. DIFFICULTES RENCONTREES ET PROPOSITION DE SOLUTIONS

Les difficultés majeures rencontrées dans la mise en œuvre des activités du programme au cours de l'année 2018 sont entre autres :

- la faible mobilisation des ressources financières ;
- la faible synergie entre les structures de mise en œuvre du programme ;
- les régulations des crédits budgétaires ayant empêché le déblocage des lignes budgétaires et le lancement des marchés ;
- les mouvements sociaux au sein du Ministère en charge des finances ont entraîné des retards dans la mise en œuvre des activités liés au déblocage tardif des ressources financières ;
- la défaillance de certains prestataires.

Les solutions proposées pour les années à venir sont :

- mettre en place un mécanisme pour faciliter la mobilisation des ressources externes afin de mener les activités ;
- renforcer la communication entre les différentes structures de mise en œuvre du programme.

VIII.2. PROPOSITIONS DE RECOMMANDATIONS

En terme de recommandations, une proposition est soumise à l'appréciation des membres du Comité. Il s'agit de « **procéder à l'élaboration du plan d'action quinquennal 2021-2025 du programme** » : le plan d'action actuel prend fin en 2020, il s'avère donc nécessaire de prendre les dispositions pour disposer d'un document au plus tard en fin 2020

CONCLUSION

La mise en œuvre des activités du programme au cours de l'année 2018 a permis d'engranger des acquis en dépit des difficultés rencontrées. Le taux d'exécution physique du programme est de 74,62% et celui financier de 46,43%. Ces niveaux de réalisation sont relativement satisfaisants eu égard à l'absence ou à l'insuffisance des ressources financières, à la régulation budgétaire et aux mouvements sociaux au sein du MINEFID.

En termes de performances dans l'atteinte des cibles des indicateurs, il est primordial de s'engager vers l'établissement d'une situation de référence et l'implémentation de l'ensemble des indicateurs retenus.

Au regard des difficultés rencontrées au cours de l'année écoulée, il s'avère nécessaire de redoubler d'efforts dans la mobilisation des ressources pour des résultats plus satisfaisants les années à venir.

ANNEXES

Annexe N° 1: Axes stratégiques du PGEA

OS1 : Améliorer l'efficacité du pilotage et de la coordination du secteur	OS2 : Assurer une gestion efficiente, efficace et de qualité des ressources humaines du ministère	OS3 : Assurer une gestion optimale des ressources financières et matérielles	OS4 : Assurer une gestion optimale des marchés publics	OS5 : Améliorer la communication interne et externe du secteur
R11 : Le pilotage et la coordination des actions du secteur se sont améliorées	R21 : La gestion des ressources humaines s'est améliorée	R31 : La gestion financière et matérielle s'est améliorée	R41 : La gestion de la commande publique est améliorée	R51 : La communication interne et externe du secteur est améliorée
<p>Action1 : Pilotage et coordination des actions du ministère</p> <p>Produits :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un audit approfondi du dispositif institutionnel sectoriel est réalisé - Les recommandations de l'audit institutionnel sont mises en œuvre et se traduisent par une amélioration significative des performances sectorielles - Une cohérence/synergie est assurée dans la conception et la 	<p>Action2 : Gestion des ressources humaines</p> <p>Produits :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un plan de développement et de gestion prévisionnelle de ressources humaines des acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement est élaboré et mis en œuvre - Un programme pour améliorer 	<p>Action3 : Gestion des ressources matérielles et financières</p> <p>Produits :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une étude sur un mécanisme / dispositif pour la gestion de ressources financières allouées au secteur compatible avec les ambitions de post 2015 (transparence / traçabilité / efficacité / volume des investissements 	<p>Action4 : Gestion des marchés publics</p> <p>Produits :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les capacités des acteurs des marchés publics sont renforcées - L'exécution des plans de passation des marchés publics est améliorée en anticipant la planification (DAO, marchés...) au 	<p>Action5 : Communication</p> <p>Produits :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un plan stratégique de communication est élaboré et mis en œuvre (communication sociale, communication intersectorielle et communication institutionnelle) - La DCPM dispose des ressources humaines (effectifs et profils) et des ressources financières nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie de communication (y compris la supervision et l'appui-conseil aux programmes

<p>mise en œuvre des programmes de la politique de l'eau</p> <ul style="list-style-type: none"> - La collaboration interministérielle et intra-ministérielle pour une mise en œuvre harmonieuse de la politique de l'eau s'est améliorée - Une structure transversale en charge de la coordination des questions législatives et réglementaires est mise en place - Les services techniques déconcentrés sont capables d'apporter efficacement un appui-conseil aux collectivités territoriales pour le développement du service public d'eau et d'assainissement - Les services techniques déconcentrés (eau, santé, éducation) améliorent la synergie de leurs actions en direction des collectivités territoriales - Le transfert effectif des compétences et des ressources aux collectivités territoriales est intégralement réalisé en 	<p>les capacités managériales des responsables est élaboré et mis en œuvre</p>	<p>et décentralisation) est réalisée, validée et ses recommandations mises en œuvre</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les outils de programmation sont adaptés et opérationnalisés par rapport aux enjeux post 2015 (type de solution technologique, droits humains, espace géographique de programmation) - Les capacités des acteurs pour l'opérationnalisation effective du guide du BPO sont renforcées - La pleine utilisation de l'outil de comptabilité analytique dans le suivi de l'exécution du BPO est assurée à travers l'amélioration des connaissances des 	<p>niveau de la DMP</p>	<p>techniques et aux agences de l'eau)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le secteur eau et assainissement est officiellement reconnu et maintenu comme une priorité nationale
---	--	--	-------------------------	---

<p>privilégiant l'apprentissage par l'action</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'intercommunalité y compris les formes ad hoc/souples de mutualisation des moyens sont activement promues - L'allocation/arbitrage des ressources publiques respecte les attributions des collectivités territoriales et fait la promotion des principes de bonne gouvernance - Les outils et mécanismes de reddition des comptes pour les fonds transférés aux collectivités territoriales sont élaborés et mis en œuvre 		<p>responsables et des partenaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'exécution budgétaire est améliorée en anticipant la planification (DAO, marchés...) au niveau de la DMP et la DAF - La comptabilité matière est en place et opérationnelle dans les structures du secteur - Les mécanismes de contrôle interne du ministère en charge de l'eau sont renforcés 		
---	--	--	--	--

<p>OS6 : Améliorer la planification des actions et le suivi évaluation de la performance des programmes et capitalisation des données statistiques du secteur</p>	<p>OS7 : Assurer la gestion des systèmes d'information, la documentation et les archives du ministère</p>	<p>OS8 : Assurer une prise en compte effective du genre et des droits humains dans le secteur eau et assainissement</p>	<p>OS9 : Améliorer l'environnement d'intervention des acteurs du secteur</p>
<p>R61 : La planification, le suivi-évaluation et la capitalisation des actions du secteur se sont améliorées</p>	<p>R71 : La gestion des systèmes d'informations, la conservation des archives et la documentation se sont améliorées</p>	<p>R81 : La prise en compte effective du genre et des droits humains dans les actions du secteur eau et assainissement est effective</p>	<p>R91 : L'environnement d'intervention des acteurs du secteur s'est amélioré</p>
<p>Action6 : Planification, suivi évaluation et capitalisation des données statistiques</p> <p>Produits :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un manuel de suivi-évaluation intégré des programmes de la politique nationale de l'eau est élaboré - Le dispositif de suivi-évaluation de la politique nationale de l'eau est fonctionnel et permet le renseignement des indicateurs retenus y compris les indicateurs d'effet et d'impact ainsi que ceux liés aux aspects transversaux - La qualité des indicateurs d'accès à l'eau et à 	<p>Action7 : Gestion des systèmes d'information, de la documentation et des archives</p> <p>Produits :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le MEA dispose d'un schéma informatique directeur - Les applications métier du MEA sont développées - Toutes les structures du MEA sont connectées au réseau -Le plan d'équipement du parc informatique du MEA est élaboré et mis en œuvre -L'exploitation est la maintenance du système 	<p>Action 8 : Renforcement de l'intégration du Genre et des Droits Humains dans le secteur de l'eau</p> <p>Produits :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le document de stratégie pour la promotion du Genre et des Droits humains dans le secteur de l'eau est élaboré et mis en œuvre - Des actions de veille citoyenne, de contrôle citoyen de l'action publique, d'interpellations des autorités publiques et de revendication sont promues 	<p>Action 9 : Promotion du partenariat</p> <p>Produits :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Un cadre de dialogue spécifique entre le ministère en charge de l'eau et le secteur privé est établi et fonctionne -La procédure d'agrément des bureaux d'études et des entreprises est plus rigoureuse et un mécanisme d'audit / suivi est mis en place - Les initiatives des collectifs professionnels du secteur privé sont accompagnées -Une étude d'identification des leviers de la promotion du PPP pour le développement des

<p>OS6 : Améliorer la planification des actions et le suivi évaluation de la performance des programmes et capitalisation des données statistiques du secteur</p>	<p>OS7 : Assurer la gestion des systèmes d'information, la documentation et les archives du ministère</p>	<p>OS8 : Assurer une prise en compte effective du genre et des droits humains dans le secteur eau et assainissement</p>	<p>OS9 : Améliorer l'environnement d'intervention des acteurs du secteur</p>
<p>l'assainissement s'améliore progressivement et les méthodes de calcul s'harmonisent avec l'INSD</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le potentiel des TIC est exploité pour le suivi et la diffusion des données du secteur - La fonctionnalité de la DGESS est renforcée et cette structure est reconnue comme une force de proposition pour l'amélioration de la qualité statistique des indicateurs et du renforcement de l'analyse prospective - La politique nationale, les stratégies et instruments sectoriels sont continuellement adaptés en capitalisant les innovations et les leçons tirées de l'expérience 	<p>informatique du MEA sont assurées</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les capacités du personnel pour l'usage optimal et sécurisé des TIC sont renforcées, - Le MEA dispose d'un réseau d'archivage et de documentation - Toute la masse documentaire du MEA en attente est numérisée -Le MEA dispose d'outils de gestion des archives 	<ul style="list-style-type: none"> - La DGESS dispose des ressources humaines (effectifs et profils) et des ressources financières nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie Genre et Droits Humains - La DRH dispose des outils et moyens pour la promotion du Genre au sein Ministère chargé de l'eau 	<p>services eau et assainissement est réalisée</p> <ul style="list-style-type: none"> -Les recommandations de l'étude PPP sont mises en œuvre et suivies -Une plate-forme OSC-Ministère en charge de l'eau est opérationnelle et efficace -Les capacités et compétences nécessaires aux ONG affiliées au Ministère chargé de l'eau et de l'assainissement sont renforcées - Les ONG et associations respectent les modalités formelles de collaboration avec les institutions publiques sectorielles (municipalités, directions régionales, directions générales, etc.) et les mécanismes de suivi et contrôle sont mis en œuvre

<p>OS6 : Améliorer la planification des actions et le suivi évaluation de la performance des programmes et capitalisation des données statistiques du secteur</p>	<p>OS7 : Assurer la gestion des systèmes d'information, la documentation et les archives du ministère</p>	<p>OS8 : Assurer une prise en compte effective du genre et des droits humains dans le secteur eau et assainissement</p>	<p>OS9 : Améliorer l'environnement d'intervention des acteurs du secteur</p>
			<ul style="list-style-type: none"> - Les ONG et associations affiliées au Ministère chargé de l'eau et de l'assainissement contribuent au développement des services et assurent la veille et le contrôle citoyen et la pression citoyenne sur les autorités publiques (pour le Genre, les Droits humains, la reconnaissance des enjeux du secteur par les autorités politiques, etc.) -La matrice d'arbitrage basée sur le nombre de personnes restant sans accès à l'eau et à l'assainissement pour réduire les disparités entre communes est systématiquement appliquée

Source : Document de programme du PGEA, janvier 2018.

Annexe N° 2: Cadre de mesure de la performance du PGEA

INDICATEURS	CODE DISE	Réalizations			Cibles	
		2016	2017	2018	2019	2020
Proportion des cadres de concertation tenus dans les délais	2A1	85	90	90	95	95
Taux de mise en œuvre des recommandations issues des cadres de concertation	2A1bis	50	53,44	27,22	65	70
Taux de satisfaction des besoins en personnel des programmes	4A2	65	83,22	83,22	90	90
Taux d'exécution du budget	2A4	80	89,15	89,30	89	90
Taux d'exécution du Plan de passation des marchés (PPM)		90	92,38	97,33	95	95
Taux de couverture médiatique des activités	2A2	70	90	100	95	95
Proportion d'outils produits et diffusés		ND	-	100	-	-
Proportion de rapports de performance élaborés dans les délais	1A1	100	100	100	100	100
Taux global de réalisation des résultats attendus du programme	1A2	85	83,12	74,62	85	90
taux de satisfaction de la qualité du service informatique	-	65	71	71	82	85
taux de satisfaction de la gestion de la documentation et les archives du ministère	-	60	70	100	82	85
Taux de participation des femmes, hommes, jeunes et personnes âgées aux rencontres statutaires du secteur de l'Eau et de l'Assainissement	-	ND	-	-	-	-
Proportion des communes couvertes par un PPP pour le développement des services d'AEPA	-	ND	-	70,09	-	-
Nombre d'emplois générés par le service public d'eau et d'assainissement	5A1	ND	-	-	-	-

Source : Document du DISE, Aout 2017 et Document du PGEA, janvier 2018.

Annexe N° 3: Programmation des principales actions/activités du programme 2016-2020

N°	Actions/Activités	Unité	2016	2017	2018	2019	2020
1.	Action 1 : Pilotage et coordination des actions du ministère						
1.1	Réaliser un audit approfondi du dispositif institutionnel sectoriel	audit			X		
1.2	Mettre en œuvre les recommandations de l’audit du dispositif institutionnel	pourcentage			X	X	X
1.3	Renforcer les capacités des services techniques déconcentrés pour améliorer leurs prestations d’appui - conseil et suivre l’application des protocoles de collaboration inter services	session	X	X	X	X	X
1.4	Assurer une tenue régulière des cades de concertation et de pilotage de la politique	rencontres	X	X	X	X	X
1.5	Assurer la cohérence/synergie des actions des services techniques déconcentrés en direction des collectivités territoriales	rencontre		X	X		
1.6	Réaliser le transfert effectif des compétences et de ressources aux collectivités territoriales	Millions de FCFA	X	X	X	X	X
1.7	Promouvoir l’intercommunalité et les formes ad hoc de mutualisation		X		X	X	X
1.8	Assurer le respect des attributions des collectivités territoriales dans l’allocation et l’arbitrage des ressources publiques		X	X	X		
1.9	Elaborer et mettre en œuvre les mécanismes de reddition des comptes des fonds transférés	Outils	X				
1.10	Renforcer et mettre en œuvre les mécanismes de contrôle interne du ministère en charge de l’eau		X	X	X	X	X
2.	Action 2 : Gestion des ressources humaines						
2.1	Elaborer et mettre en œuvre le plan de développement et de gestion prévisionnelle des ressources humaines des acteurs du secteur de l’eau et de l’assainissement	PDRH		X	X	X	X
2.2	Elaborer et mettre en œuvre un programme de renforcement des capacités managériales des responsables de l’administration	programme		X	X	X	X
2.3	Former les agents du ministère sur le Budget programme	sessions		X	X	X	X
3.	Action 3 : Gestion des ressources matérielles et financières						

N°	Actions/Activités	Unité	2016	2017	2018	2019	2020
3.1	Renforcer les capacités des acteurs pour l'opérationnalisation du guide BPO communal	sessions	X	X	X	X	X
3.2	Améliorer les connaissances des responsables et des partenaires pour la pleine utilisation de l'outil de comptabilité analytique dans le suivi de l'exécution du BPO	sessions	X	X	X	X	X
3.3	Mettre en œuvre la comptabilité matière			X	X	X	X
3.4	Réaliser l'étude sur un nouveau mécanisme pour la gestion de ressources financières allouées au secteur	Nombre d'étude	X	X	X	X	
3.5	Adapter et opérationnaliser les outils de programmation aux enjeux post 2015	Outils opérationnels	X				
3.6	Appliquer systématiquement la matrice d'arbitrage communal sur l'accès aux services		X	X	X	X	X
3.7	Elaborer le budget programme du ministère	Document	X	X	X	X	X
3.8	Apporter un appui-conseil en gestion aux services, programmes et projets du ministère	Appui conseil		X	X	X	X
4.	Action 4 : Gestion des marchés publics						
4.1	Superviser/Contrôler l'anticipation de la planification des DAO et marchés publics au niveau de la DMP, de la DAF et des structures techniques afin d'améliorer l'exécution budgétaire des programmes		X	X	X	X	X
4.2	Elaborer les plans de passation des marchés publics (PPM)	PPM	x	x	x	x	x
4.3	Mettre en œuvre le PPM	Taux	x	x	x	x	x
5.	Action 5 : Communication						
5.1	Elaborer la stratégie de communication du MEA et son plan d'action	Document		X	X		
5.2	Mettre en œuvre le plan d'action de la stratégie	Taux			X	X	X
6.	Action 6 : Planification, suivi évaluation et capitalisation des données statistiques						
6.1	Elaborer le manuel de suivi-évaluation intégré des programmes de la politique nationale de l'eau	manuel	X				
6.2	Mettre en œuvre le dispositif de suivi-évaluation intégré des programmes de la politique nationale de l'eau	Taux	X				

N°	Actions/Activités	Unité	2016	2017	2018	2019	2020
6.3	Etudier la faisabilité et mettre en œuvre les modalités de valorisation des TIC pour le suivi et la diffusion des données du secteur de l'eau et de l'assainissement	Etudes		X	X	X	X
6.4	Renforcer ou mobiliser les compétences requises (effectifs et profils) au niveau de la DGESS pour les opérations de suivi-évaluation sectoriel		X	X	X	X	X
6.5	Structurer et mettre en œuvre les processus d'amélioration régulière de la politique nationale, des stratégies et instruments du secteur à travers la capitalisation des expériences en collaboration avec tous les professionnels du secteur		X	X	X	X	X
6.6	Assurer la cohérence/synergie de la mise en œuvre des programmes sectoriels		X	X	X	X	X
6.7	Développer et mettre en œuvre les activités pertinentes pour ériger et maintenir l'eau et l'assainissement comme une priorité nationale de développement			X	X	X	X
6.8	Organiser deux sessions de formation des points focaux de la DGESS	Nombre	X	X	X	X	X
6.9	Organiser des journées de programmation du programme pilotage et soutien	Nombre	X	X	X	X	X
6.10	Elaborer le plan d'action prioritaire année N et N+2 du MEA		X	X	X	X	X
6.11	Elaborer le document de la programmation annuel du MEA	Nombre	X	X	X	X	X
6.12	Organiser l'assemblée sectorielle des projets et programmes	Nombre		X		X	
6.13	Assurer la mise en œuvre des recommandations des revues et/ou assemblées sectorielles des projets et programmes	Taux			X	X	X
6.14	Coordonner les actions de coopération dans le secteur et assurer un suivi des accords de coopération	Nombre			X	X	X
6.15	Assurer un suivi régulier des projets et programmes	Nombre			X	X	X
6.16	Elaborer le Plan Annuel de Performance du MEA	Nombre	X	X	X	X	X
6.17	Organiser la revue sectorielle des projets et programmes	Nombre		X	X		X
7.	Action 7 : Gestion des systèmes d'information, de la documentation et des archives						
7.1	Elaborer le Schéma Directeur Informatique du MEA	schéma	X				

N°	Actions/Activités	Unité	2016	2017	2018	2019	2020
7.2	Conception et développement des applications métier (logiciel/bases de données)	Application métier		X	X	X	X
7.3	Déployer la connectivité réseau dans les structures du MEA	structures connectées		X	X	X	X
7.4	Elaborer et mettre en Œuvre un plan d'équipement du parc informatique du MEA	Taux d'équipement des structures		X	X	X	X
7.5	Assurer l'exploitation et la maintenance du système informatique du ministère	Nombre de suivi		X	X	X	X
7.6	Renforcer les capacités du personnel pour l'usage optimal et sécurisé des TIC	session de formation		X	X	X	X
7.7	Mettre en place et opérationnaliser un réseau d'archives et de documentation du MEA	taux		X	X	X	X
7.8	Traiter et numériser la masse documentaire en attente	Taux			X	X	X
7.9	Elaborer et actualiser des outils de gestion des archives du MEA	Outils			X	X	X
7.10	Renforcer la connaissance des agents à travers les formations	Sessions de formation			X	X	X
7.11	Recycler la masse documentaire	proportion			X	X	X
8.	Action 8 : Renforcement de l'intégration du Genre et des Droits Humains dans le secteur de l'eau						
8.1	Elaborer et mettre en œuvre la stratégie pour la promotion du Genre et des Droits Humains	document	X	X	X	X	X
8.2	Former les agents du MEA sur le concept genre et des droits humains et veiller à la prise en compte de ces thématiques dans les stratégies et plans d'actions	sessions	X	X	X	X	X
8.3	Mettre à la disposition de la DRH du Ministère chargé de l'eau, les outils et moyens nécessaires à la promotion du Genre dans la gestion et le développement du personnel du ministère.	Agents recrutés		X	X	X	X
		Montant alloué		X	X	X	X
9.	Action 9 : Promotion du partenariat						

N°	Actions/Activités	Unité	2016	2017	2018	2019	2020
9.1	Etablir et animer un cadre de dialogue spécifique entre le ministère en charge de l'eau et les opérateurs privés du secteur	Cadre opérationnalisé	X	X	X		X
9.2	Etablir et appliquer des procédures plus rigoureuses d'agrément des opérateurs privés assorti d'un mécanisme de suivi et d'audit régulier	nombre	X	X	X	X	X
9.3	Développer et mettre en œuvre des mécanismes d'appui aux initiatives des collectifs d'opérateurs privés du secteur visant leur structuration et l'amélioration de leurs performances	nombre		X			
9.4	Réaliser l'étude pour identifier les leviers de promotion du PPP	études réalisées	X	X		X	X
9.5	Mettre en œuvre les recommandations de l'étude sur les leviers de promotion du PPP	Taux de mise en œuvre	X	X	X	X	X
9.6	Etablir et animer une plateforme de concertation et d'échange entre le Ministère chargé de l'eau et les OSC du secteur	plate-forme	X	X	X	X	X
9.7	Elaborer et mettre en œuvre les mécanismes pour le renforcement des capacités des ONG affiliées au ministère en charge de l'eau	session	X	X	X	X	X
9.8	Elaborer et contrôler le respect des modalités et procédures de collaboration entre les OSC et les institutions publiques sectorielles	suivi-contrôle	X	X	X	X	X
9.9	Elaborer et mettre en œuvre les mécanismes de financement des OSC pour le développement des services et la veille et le contrôle citoyens	suivi-contrôle					

Source : Tiré du tableau intitulé « Tableau 2 : Liste des actions et activités », du plan d'action PGEA (2016-2020), janvier 2018.

Annexe N° 4: Exécution des fonds transférés aux communes par le MEA, exercice 2018 pour l'AEP (en millions de F CFA)

REGIONS	PREVU	EXECUTE	TAUX
BOUCLE DU MOUHOUN	235,00	171,90	73,15%
CASCADES	42,5	21,37	50,28%
CENTRE	10	0	0,00%
CENTRE-EST	22,5	18,8	83,56%
CENTRE-NORD	107,5	42,7205	39,74%
CENTRE-SUD	80	66,3696	82,96%
CENTRE-OUEST	207,5	160,29181	77,25%
EST	32,5	32,5	100,00%
HAUTS-BASSINS	97,5	84,137	86,29%
NORD	227,5	203,08	89,27%
PLATEAU-CENTRAL	35	32,61	93,17%
SAHEL	187,5	139,57	74,44%
SUD-OUEST	95	73,75	77,63%
TOTAL	1380,00	1047,10	75,88%

Source : Rapports bilan régionaux du Programme Pilotage et Soutien, 2018.

Annexe N° 5: Exécution des fonds transférés aux communes par le MEA, exercice 2018 pour l'AEUE (en millions de F CFA)

REGIONS	PREVU	REALISE	TAUX
BOUCLE DU MOUHOUN	150	64,48	42,99%
CASCADES	0		-
CENTRE	150	104,319	69,55%
CENTRE-EST	150	36,92	24,61%
CENTRE-NORD	0	0	-
CENTRE-SUD	120	114,88	95,73%
CENTRE-OUEST	100	87,68	87,68%
EST	0	0	-
HAUTS-BASSINS	100	98,20	98,20%
NORD	0	0	-
PLATEAU-CENTRAL	0	0	-
SAHEL	150	121,37	80,91%
SUD-OUEST	0	0	-
TOTAL	920,00	627,85	68,24%

Source : Rapports bilan régionaux du Programme Pilotage et Soutien, 2018.

Annexe N° 6: Bilan annuel 2018 des activités du PPS

Activités à mener	Programmation physique révisée 2018	Total réalisation physique	Taux de Réalisation physique	Coût estimatif (en millions de FCFA)	Total réalisation financière	Taux de réalisation financière
PROGRAMME 5 : PILOTAGE ET SOUTIEN						
Objectif stratégique : Renforcer les capacités stratégiques et opérationnelles du ministère						
Action 1 : Pilotage et coordination des actions du ministère						
Objectif opérationnel : Améliorer l'efficacité du pilotage et de la coordination du secteur						
Produit .1.1 : Un audit approfondi du dispositif institutionnel sectoriel est réalisé						
Réaliser l'audit institutionnel du Ministère	80%	60%	75,00%	165	152,034	92,14%
Produit1.3 : Une cohérence/synergie est assurée dans la conception et la mise en œuvre des programmes de la politique de l'eau						
Elaborer trois (03) outils de pilotage des activités des structures	3	3	100,00%	4	4	100,00%
Contrôler et auditer les es structures d et la réalisation des activités du MEA	-		100,00%	PM	10,083	-
Suivre la mise en œuvre du PNDES/EA	13	12	92,31%	13	0	0,00%
Suivre la mise en œuvre des recommandations des instances	3	3	100,00%	PM		-
Produit 1.4 : La collaboration interministérielle et intra-ministérielle pour une mise en œuvre harmonieuse de la politique de l'eau s'est améliorée						
Tenir deux (02) sessions du comité d'orientation du programme (PGEA)	2	2	100,00%	6	6	100,00%
Organiser le CASEM	1	1	100,00%	10	3,735	37,35%
Tenir les sessions du cadre sectoriel de dialogue EEA CSD-EEA	2	2	100,00%	15	5,36	35,74%
Suivre la mise en œuvre des recommandations issues des études, audits, missions de supervision, revue et assemblée des projets et programmes	3	3	100,00%	10	1,092	10,92%
Suivre les relations de coopération avec les partenaires	15	15	100,00%	5	0,33	6,60%
Tenir les sessions du Comité National de Pilotage de la Stratégie Nationale de l'Eau	2	2	100,00%	12	2,699	22,49%
Organiser la revue sectorielle des projets et programmes	1	1	100,00%	10	3,21	32,10%
Produit 1.11 : Les outils et mécanismes de reddition des comptes pour les fonds transférés aux collectivités territoriales sont élaborés et mis en œuvre						
Elaborer un rapport de suivi des fonds transférés exercice 2017	1	1	100,00%	6	1,537	25,62%
Réaliser l'audit des fonds transféré aux communes	1	0	0,00%	3	0	0,00%
Total Action 1 :			90,52%	259,00	190,0808	73,39%
Action 2 : Gestion des ressources humaines						
Objectif opérationnel : Assurer une gestion efficiente, efficace et de qualité des ressources humaines du ministère						
Produit 2.1 : Un plan de développement et de gestion prévisionnelle de ressources humaines des acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement est élaboré et mis en œuvre						
Elaborer un plan de développement des ressources humaines (PDRH) du MEA	40%	40%	100,00%	160	0	0,00%
Elaborer un plan de formation 2018-2020	100%	100%	100,00%	PM	-	-

Activités à mener	Programmation physique révisée 2018	Total réalisation physique	Taux de Réalisation physique	Coût estimatif (en millions de FCFA)	Total réalisation financière	Taux de réalisation financière
Organiser le recrutement de 110 agents	110	91	82,73%	12	6	50,00%
Mettre en œuvre le programme de formation 2018	50%	40%	80,00%	21	21	100,00%
Apurer les avancements de 2017 et antérieurs de 450 agents	450	450	100,00%	9	0	0,00%
Créer et mettre à jour les dossiers individuels au profit des agents	200	225	100,00%	15	0	0,00%
Mettre en place une mutuelle du personnel du MEA	1	1	100,00%	7	1,908	27,26%
Mener deux (02) activités de sensibilisation sur le VIH-SIDA et les IST	2	2	100,00%	4,5	4,5	100,00%
Elaborer l'avant-projet 2019 de dépenses du personnel	1	1	100,00%	5	5	100,00%
Elaborer deux (02) outils de gestion des ressources humaines	2	0	0,00%	10	0	0,00%
Total Action 2 :			86,27%	243,50	38,408	15,77%
Action 3 : Gestion des ressources matérielles et financières						
Objectif opérationnel : Assurer une gestion optimale des ressources financières et matérielles						
Produit 3.2 : Les outils de programmation sont adaptés et opérationnalisés par rapport aux enjeux post 2015 (type de solution technologique, droits humains, espace géographique de programmation)			100,00%	5	5	100,00%
Elaborer l'avant-projet du budget programme 2019-2021 du MEA	1	1	100,00%	5	5	100,00%
Produit 3.3. : Les capacités des acteurs pour l'opérationnalisation effective du Budget Programme sont renforcées			71,88%	60	17,937	29,90%
Former le personnel du MEA sur le Circuit Informatisé de la Dépense (CID)	60	70	100,00%	25	13,285	53,14%
Former le personnel du MEA sur le budget programme	80	35	43,75%	35	4,652	13,29%
Produit 3.5. : L'exécution budgétaire est améliorée en anticipant la planification (DAO, marchés...) au niveau de la DMP et la DAF			100,00%	6,5	6,5	100,00%
Exécuter le Plan de déblocage de fonds 2018 du Ministère	90%	98,7	100,00%	PM	0	-
Elaborer le Plan de déblocage de fonds 2019 du Ministère	1	1	100,00%	3	3	100,00%
Elaboré la revue à mi-parcours de l'exécution du budget	1	1	100,00%	3,5	3,5	100,00%
Produit 3.6. : La comptabilité matière est en place et opérationnelle dans les structures du secteur			50,00%	2	4,575	228,75%
Faire un inventaire-codification du patrimoine du MEA	1	1	100,00%	2	4,575	228,75%
Mettre en œuvre de la comptabilité matière	1	0	0,00%	PM	0	-
Total Action 3 :			80,47%	73,50	34,012	46,27%
Action 4 : Gestion des marchés publics						
Objectif opérationnel : Assurer une gestion optimale des marchés publics						
Produit 4.1. : Les capacités des acteurs des marchés publics sont renforcées			30,00%	25	9,7	38,80%
Renforcer les capacités des agents en procédures de passation des marchés publics	100	30	30,00%	25	9,7	38,80%
Produit 4.2. : L'exécution des plans de passation des marchés publics est améliorée en anticipant la planification (DAO, marchés...) au niveau de la DMP			75,00%	12	5	41,67%

Activités à mener	Programmation physique révisée 2018	Total réalisation physique	Taux de Réalisation physique	Coût estimatif (en millions de FCFA)	Total réalisation financière	Taux de réalisation financière
Elaborer et saisir le PPM 2019	1	0	0,00%	4		0,00%
Elaborer les Dossiers d'Appel à Concurrence (DAC)	231	255	100,00%	1,5	0	0,00%
Proposer l'attribution des différents marchés aux prestataires	262	283	100,00%	5	0	0,00%
Suivre l'exécution des marchés	262	262	100,00%	1,5	5	333,33%
Total Action 4 :			66,00%	37,00	14,7	39,73%
Action 5 : Communication						
Objectif opérationnel : Améliorer la communication interne et externe						
Produit 5.1. : Un plan stratégique de communication est élaboré et mis en œuvre (communication sociale, communication intersectorielle et communication institutionnelle)			100,00%	34	51,589496	151,73%
Finaliser la stratégie de communication du MEA	50%	50%	100,00%	20	41,39	206,94%
Produire et diffuser le bulletin d'information du MEA	4	4	100,00%	4	4	100,00%
Assurer la couverture médiatique des activités du Ministère	10	10	100,00%	10	6,200878	62,01%
Animer le site web du Ministère	4	4	100,00%	PM	0	-
Total Action 5 :			100,00%	34,00	51,589496	151,73%
Action 6: Planification, suivi évaluation et capitalisation des données statistiques						
Objectif Opérationnel: Améliorer la planification des actions et le suivi évaluation de la performance du secteur						
Produit 6.2. : Le dispositif de suivi-évaluation de la politique nationale de l'eau est fonctionnel et permet le renseignement des indicateurs retenus y compris les indicateurs d'effet et d'impact ainsi que ceux liés aux aspects transversaux			53,00%	55	15,3585	27,92%
Mettre en place et animer le comité de coordination nationale du dispositif intégré de suivi-évaluation	1	0,5	50,00%	PM	0	-
Elaborer le Manuel d'exécution du PGEA	1	0,1	10,00%	20	0	0,00%
Elaborer un rapport contenant des indicateurs DISE provenant des revues documentaires	1	0	0,00%	PM	0	-
Elaborer le document méthodologique pour le calcul des poids des activités du Ministère	1	0,7	70,00%	PM	0	-
Finaliser l'annuaire statistique 2016	1	1	100,00%	5	4,589	91,78%
Elaborer l'annuaire statistique et le tableau de bord 2017	2	0	0,00%	7	0	0,00%
Elaborer les rapports bilan du Ministère	4	4	100,00%	4	1,64	41,00%
Elaborer le rapport annuel de performance 2017 du MEA	1	1	100,00%	7	3,908	55,83%
Elaborer le rapport bilan du Ministère, tranche fixe, tranches variables (PAPS-EA)	1	1	100,00%	7	5,22	74,59%
Elaborer le rapport de la coopération du MEA	1	0	0,00%	5	0	0,00%
Produit 6.5. : La fonctionnalité de la DGESS est renforcée et cette structure est reconnue comme une force de proposition pour l'amélioration de la qualité statistique des indicateurs et du renforcement de l'analyse prospective			40,00%	40	0,698	1,75%

Activités à mener	Programmation physique révisée 2018	Total réalisation physique	Taux de Réalisation physique	Coût estimatif (en millions de FCFA)	Total réalisation financière	Taux de réalisation financière
Elaborer le répertoire des projets et programmes	1	1	100,00%	2	0	0,00%
élaborer la cartographie des projets et programmes	1	0	0,00%	10	0	0,00%
Elaborer la cartographie des risques du PGEA	1	1	100,00%	8	0,698	8,73%
Organiser des sessions de formation des points focaux de la DGESS	2	0	0,00%	15	0	0,00%
Organiser une journée de programmation du programme pilotage et soutien	1	0	0,00%	5	0	0,00%
Produit 6.6. : La politique nationale, les stratégies et instruments sectoriels sont continuellement adaptés en capitalisant les innovations et les leçons tirées de l'expérience			100,00%	25	12,8	51,08%
Elaborer la Stratégie Nationale de l'Eau.	1	1	100,00%	10	9,365	93,65%
Elaborer le projet annuel de performance 2019-2021 du MEA	1	1	100,00%	10	0	0,00%
Elaborer le Plan d'action ministériel de la politique sectorielle EEA	1	1	100,00%	5	3,404	68,08%
Total Action 6 :			57,22%	120,00	28,83	24,02%
Action 7 : Gestion des systèmes d'information, de la documentation et des archives						
Objectif opérationnel : Assurer la gestion des systèmes d'information, la documentation et les archives du ministère						
Produit 7.1 : Le MEA dispose d'un schéma directeur informatique			100,00%	15	11	73,33%
Finaliser le Schéma Directeur Informatique du MEA	100%	100,00%	100,00%	15	11	73,33%
Produit 7.2. : Les applications métier du MEA sont développées			76,67%	29	11,5	39,66%
Développer le logiciel de gestion intégrée (base de données) des projets et programmes du MEA	100%	100%	100,00%	25	9,5	38,00%
Développer l'application mobile de la stratégie nationale de l'eau et de ses cinq programmes	100%	50%	50,00%	2	0	0,00%
Développer l'application WEB et mobile pour le suivi des engagements du PNDES EA	100%	80%	80,00%	2	2	100,00%
Produit 7.3. : Toutes les structures du MEA sont connectées au réseau			25,00%	32	6	18,75%
Réaliser le câblage et normaliser les réseaux locaux dans les structures du MEA	4	1	25,00%	32	6	18,75%
Produit 7.5. : L'exploitation et la maintenance du système informatique du MEA sont assurées			61,28%	37	0	0,00%
Assurer la maintenance du parc informatique du MEA	665	375	56,39%	18	0	0,00%
Déployer et rendre opérationnel le logiciel de gestion du courrier	8	4	50,00%	8	0	0,00%
Déployer et rendre opérationnel le logiciel de gestion du parc informatique	2	1	50,00%	7	0	0,00%
Administrer le sous domaine de la messagerie gouvernementale du MEA	4	2	50,00%	4	0	0,00%
Assurer l'administrer du site web du ministère	2	2	100,00%	PM	0	-
Produit 7.6. : Les capacités du personnel pour l'usage optimal et sécurisé des TIC sont renforcées			100,00%	35	11,5	32,86%
Former les cadres du ministère aux logiciels usuels récents	30	33	100,00%	15	7	46,67%
Former et sensibiliser le personnel du MEA en sécurité informatique	30	83	100,00%	20	4,5	22,50%
Produit 7.8. : Toute la masse documentaire du MEA en attente est numérisée			37,50%	8	3	40,00%

Activités à mener	Programmation physique révisée 2018	Total réalisation physique	Taux de Réalisation physique	Coût estimatif (en millions de FCFA)	Total réalisation financière	Taux de réalisation financière
Traiter toutes les archives du Cabinet, du Secrétariat General, de la DMP la DSI stockées à la DAD	100%	75%	75,00%	7	3	42,86%
Organiser une formation à l'endroit des responsables sur l'importance des Archives	1	0	0,00%	0,5	0,0	0,00%
Produit 7.9. : Le MEA dispose d'outils de gestion des archives						
Elaborer et valider les outils de gestion des Archives avec la participation de tous les membres du réseau	5	5	100,00%	10	3	30,00%
Total Action 7 :						
Action 8 : Renforcement de l'intégration du Genre et des Droits Humains dans le secteur de l'eau						
Objectif opérationnel : Assurer une prise en compte effective du genre et des droits humains dans le secteur eau et assainissement						
Total Action 8 :						
Action 9 :Promotion du partenariat						
Objectif opérationnel : Améliorer l'environnement d'intervention des acteurs du secteur						
Produit 9.1. : Un cadre de dialogue spécifique entre le ministère en charge de l'eau et le secteur privé est établi et fonctionne						
Elaborer le répertoire des ONG/AD et mettre en place un cadre concertation entre le ministère et les ONG et associations intervenant dans les domaines de l'eau et de l'assainissement	1	0	0,00%	PM	0	-
Produit 9.9 : Les ONG et associations affiliées au Ministère chargé de l'eau et de l'assainissement contribuent au développement des services et assurent la veille et le contrôle citoyen et la pression citoyenne sur les autorités publiques (pour le Genre, les Droits humains, la reconnaissance des enjeux du secteur par les autorités politiques, etc.)						
Organiser deux colloques entre les principaux générateurs de connaissances dans les domaines prioritaires identifiés	2	1	50,00%	53,4	56,914006	106,58%
Concevoir une application pour la cartographie des acteurs du secteur et assurer la mise à jour progressive des informations	1	1	100,00%	7	3,643	52,04%
assurer la veille, la compilation régulière et la dissémination des produits de capitalisation	-	0	100,00%	6,88	0	0,00%
Total Action 9 :						
Total Programme						